

Projet de gestion des ressources naturelles, minières et de l'environnement

(P168613 – Crédit IDA-68850 / Don IDA-D8190¹)

Aide-mémoire - Mission d'appui à la mise en œuvre – 7-17 mars 2023

I. Introduction

1. Une mission² de la Banque mondiale (BM) d'appui à la mise en œuvre du Projet de gestion des ressources naturelles, minières et de l'environnement (le Projet) s'est déroulée du 7 au 17 mars 2023 en Guinée. Les objectifs de la mission étaient : (i) de faire un bilan de l'état d'avancement du Projet³, (ii) d'analyser le niveau de préparation et accompagner les bénéficiaires du Projet pour la bonne mise en œuvre des activités du plan de travail budgétisé annuel 2023 du Projet (PTBA), (iii) d'échanger sur des questions stratégiques relatives au secteur de la gestion des ressources naturelles en Guinée, (iv) d'engager la mise en œuvre des activités du plan de soutien à la préparation de la Guinée du Partenariat pour la mise en œuvre du marché Carbone (*Partnership for Market Implementation - PMI*) et (v) d'engager la mise en œuvre des activités du projet « Appui à la stratégie halieutique de Guinée » financée par le fonds fiduciaire PROBLUE.
2. La mission tient à exprimer sa reconnaissance aux autorités guinéennes pour leur disponibilité, la qualité de leurs contributions ainsi que la collégialité avec laquelle ils ont participé aux différentes rencontres. La mission remercie particulièrement, Monsieur Moussa Cissé, Ministre de l'Economie et des Finances (MEF), Madame Safiatou Diallo, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), Monsieur Moussa Magassouba, Ministre des Mines et de la Géologie (MMG), Madame Charlotte Daffé, Ministre de la Pêche et de l'Economie Maritime (MPEM), Monsieur Mamoudou Nagnalen Barry, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE), Madame Rose Pricemou, Ministre du Plan et de la Coopération Internationale ainsi que leurs services. La mission a apprécié les rencontres ministérielles intersectorielles conjointes entre le MEDD et le MMG et entre le MPEM et le MAE. La liste des participants à la mission est présentée en annexe 1.
3. Cet aide-mémoire présente les constats majeurs et les actions convenues avec le Gouvernement de la République de Guinée dans le cadre de la mission. La BM et le Gouvernement de Guinée confirment leur compréhension et accord à rendre cet Aide-mémoire accessible au public.

II. Projet - Données et Notations

Données du projet (25 juillet 2022)	IDA 68850	IDA D8190
Date d'approbation	26 mai 2021	26 mai 2021
Date de mise en vigueur	16 juillet 2021	16 juillet 2021
Date de clôture	30 sept. 2027	30 sept. 2027
Montant original (équivalent USD)	32,500,000 USD	32,500,000 USD
Décaissement total (fin fév. 2023)	0 USD	4,191,153 USD

Les détails des décaissements du projet sont présentés en annexe 2.

Évaluation du projet	Précédent	Actuel
Objectif de Développement du Projet (ODP)	MS	MS
Progrès de la mise en œuvre (IP)	MS	MI
Composante A	MS	MI
Composante B	MS	MI

¹ <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P168613>

² La mission était conduite par Ellysar Baroudy, co-TTL spécialiste en chef en gestion des ressources naturelles et Boubacar Bocoum co-TTL spécialiste en chef en Mines, elle comprenait : Idriss Deffray, co-TTL spécialiste en environnement, Mariama Altine Mahamane, économiste principale en agriculture, Nina Inamahoro, Spécialiste des opérations, Cherif Diallo, Consultant mines, Laurent Granier, spécialiste principal en environnement, Boulel Toure, Economiste principal, Tahirou Kalam, spécialiste principal en gestion financière, Fatoumata Toure, spécialiste en gestion financière, Koulako Camara, spécialiste en passation des marchés, Gisele Belem, spécialiste principale en développement social, Mamady Kobele Keita, spécialiste en environnement, Sarah Jung, spécialiste en environnement, Jeanne Coulibaly, Economiste principale en agriculture, Aissatou Ouedraogo, économiste, Francois Henry, consultant en ressources halieutiques, Cédric Sépulcre, consultant en gestion des ressources naturelles, Aurélie Shapiro, consultante spécialiste en observation de la terre, Matthieu Wemaere, consultant juriste en changement climatique, John Drexhage, consultant en changement climatique et secteur minier, Vanessa Laubin, consultante en changement climatique, Thierno Hamidou Diallo, analyste des opérations, Mamadou Angelo Diallo, chargé des opérations, Racky Camara, assistante de programme.

³ Activités, cadre de résultats, exécution du projet, gestion fiduciaire, sauvegardes E&S et recommandations de la dernière mission

<i>Composante C</i>	<i>MS</i>	<i>MI</i>
Gestion financière	MS	MI
Gestion de projet	MS	MI
Passation des marchés (PM)	MI	MI
Suivi & Evaluation	MS	MI
Sauvegardes sociales	MS	MS
Sauvegardes environnementales	MS	MS

III. Progrès dans la mise en œuvre

Synthèse de la mission

4. La mission a permis de mettre en évidence d'importantes avancées dans la gestion des ressources naturelles, minières et de l'environnement en Guinée. Elle reconnaît la coopération accrue et la volonté politique affichée par le MMG et le MEDD pour une contribution au développement durable de l'économie guinéenne. Cette coopération de haut niveau, se traduit notamment par la mise en place du comité technique conjoint, dirigé par les deux secrétaires généraux. De même, le renforcement du travail intersectoriel notamment sur les questions de changement climatique avec des points focaux pour chacun des ministères et dans le secteur privé, constitue une base solide qui devrait renforcer la coopération pour un développement durable.

5. Un certain nombre d'outils et d'activités développés dans le cadre du Projet seront bénéfiques pour les secteurs public et privé avec notamment le développement d'un cadre national et d'opportunités pour la compensation locale des impacts résiduels des grands investissements. Le développement de systèmes intégrés de suivi des engagements climatiques aux échelles nationales et au niveau du secteur privé permettant un maintien de la compétitivité et facilitant l'accès aux financements climatiques.

6. *En ce qui concerne le secteur de l'environnement et des ressources naturelles*, la mission tient à féliciter la Guinée pour l'engagement fort pris en décembre 2022 à Montréal, au cours de la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique (CBD), pour la contribution du pays aux objectifs du nouveau cadre mondial pour la biodiversité à travers la rationalisation de la gestion de son réseau d'aires protégées avec la création d'une série de parcs nationaux et de réserves, la mise en place d'un cadre unique de gestion (Office guinéen des parcs nationaux et réserves de faune - OGPNRF) et le développement d'un mécanisme de financement durable du réseau en collaboration avec le secteur privé notamment minier.

7. Le MEDD a également sensiblement renforcé son système national de suivi environnemental et social (E&S) des projets d'investissement avec l'initiation en 2022 d'un suivi structuré des projets d'investissement par l'Agence guinéenne d'évaluation environnementale (AGEE).

8. *En ce qui concerne le secteur minier*, la mission se réjouit des progrès encourageants réalisés dans le secteur, notamment l'opérationnalisation du Bureau des Evaluateurs de Quantités et Qualités (BEQQ), la dynamique engagée pour la mise en œuvre du programme national de géoscience, le renforcement et la systématisation du suivi technique à travers l'organisation des missions de contrôles annuels des mines industrielles.

9. La croissance des biens et services achetés à des Petites et moyennes entreprises (PME) qui ont atteint plus de 64 millions USD à travers la Bourse de sous-traitance et de partenariat (BSTP) montre un succès de la politique de contenu local. Les efforts de transparence ont été maintenus avec la publication régulière des rapports de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Un engouement de la société civile et des organisations féminines pour une contribution effective au secteur minier a également été noté.

10. Toutefois, cette dynamique de réforme et ces avancées dans les deux secteurs ne sont pas, pour l'instant, suffisamment accompagnées par le Projet qui présente un taux de décaissement très faible (6,4%) avec plusieurs marchés structurants encore en cours d'instruction. Si les dispositifs

institutionnels de gestion Environnementale & Sociale (E&S), financier et de Passation des marchés (PM) du Projet sont en place au sein de l'UGP et avec les administrations, ils ne sont pas suffisamment robustes pour répondre aux exigences du Projet et doivent être renforcés et adaptés.

11. La mission a permis d'identifier une série d'actions prioritaires pour renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des activités du Projet avec plusieurs recrutements (Coordonnateur Adjoint pour les activités MEDD, consultants en PM et stagiaires dans toutes les spécialités de l'UGP), à travers un ajustement des méthodes de travail renforçant la proximité avec les agences d'exécutions et avec un accompagnement des organismes bénéficiaires pour les techniques d'élaboration des TdRs et de la Passation des marchés (PM), y compris les organisations de la société civile (OSC).

12. La mission a également permis d'initier avec le ministère de la pêche et de l'économie maritime (MPEM), et le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE) la préparation du nouveau projet de « résilience climatique, sécurité alimentaire et pêche ». Le chronogramme de préparation prévoit une approbation du projet au cours du troisième trimestre 2024. Un Comité conjoint MPEM-MAE de préparation du projet doit être formellement établi pour développer au plus vite une note de concept qui s'appuiera sur les acquis du Programme Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO)⁴ et du Projet de Développement Intégré de l'Agriculture (PDIAG)⁵ permettant la mobilisation de financement pour la préparation du projet. Toutefois certaines activités clés de préparation pourront être engagées dans le cadre du PDIAG et dans le cadre des financements mobilisés de PROBLUE.

13. Le changement climatique étant un sujet de première importance en Guinée, attirant l'attention des principales parties prenantes des secteurs public et privé, la mission a été l'occasion, en complément des activités prévues dans le cadre du Projet : (i) d'annoncer le processus de développement à partir de juin 2023 du Rapport national sur le climat et le développement en Guinée (*Country Climate and Development Report -CCDR*) ; et (ii) de lancer les activités du Plan de préparation de la Guinée du Partenariat pour la mise en œuvre du marché Carbone (*PMI*) sur les aspects réglementaires, institutionnels et d'opportunités d'accès aux marchés ou financement climatique pour les secteurs forestier et minier.

Conditions juridiques datées du projet

14. La mission a permis de confirmer l'atteinte de plusieurs conditions juridiques datées dont certaines additionnelles par rapport à la dernière mission⁶. Une présentation des résultats préliminaires de l'évaluation de la mise en œuvre du « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier » de l'étude stratégique environnementale et sociale (ESES) de la réforme du secteur minier a été réalisée au cours de la mission et il est envisagé que le rapport préliminaire soit disponible au cours du mois d'avril 2023.

15. La mission recommande la transmission de l'évaluation de la mise en œuvre du « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier » pour une revue permettant de lever la dernière condition datée du Projet.

⁴ <https://projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-detail/P126773>

⁵ <https://projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-detail/P164326>

⁶ (i) Recrutement des spécialistes additionnels (spécialiste en développement social, comptable MEDD et analyste en PM MEDD), (ii) adoption d'un manuel de procédures, (iii) le maintien du personnel clé de l'UGP, (iv) le recrutement de l'auditeur interne, (v) le logiciel comptable mis à jour.

Avancées dans la planification et la mise en œuvre des activités

16. Les avancées dans la mise en œuvre des activités par composante ainsi que les recommandations de la mission sont présentées d'une manière détaillée en annexe 3, les principaux points sont présentés succinctement ci-dessous.

17. Dans le cadre de l'**amélioration du cadre institutionnel des secteurs miniers et de l'environnement (Composante A – US\$ 5M)** :

- a. Si les activités prévues dans le cadre du Projet concernant la consolidation des réformes réglementaires n'ont pas encore été engagées notamment la mobilisation d'assistance juridique, le MEDD a initié sur ressources propre le processus d'élaboration de textes d'application relatifs aux évaluations environnementales. D'autre part, la formalisation du « référentiel national pour la réinstallation des populations impactées par les projets publics et privés » a été initié. Des commentaires sur ces initiatives doivent être transmis par la BM avant formalisation.
- b. En ce qui concerne les outils de coordination : (i) l'évaluation de la mise en œuvre du « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier » de l'ESES de la réforme du secteur minier a été engagée et doit être finalisée en avril 2023, (ii) le processus de sélection de l'expertise pour l'élaboration du Plan de gestion intégrée de la zone marine et côtière est en cours, et (iii) la première réunion du Comité de suivi pour la mise en place d'une fondation pour les parcs et réserves de Guinée s'est déroulée les 15 et 16 mars 2023 et la feuille de route doit être disponible mi-avril ;
- c. L'agenda climatique de la Guinée a été marqué (i) par une participation active à la COP 27 de Sharm-el-Sheikh ayant permis de présenter activement ses plans d'investissements et de partenariats pour la mise en œuvre de sa Contribution Déterminée Nationale (CDN), (ii) par l'approbation du Plan de préparation PMI pour un montant de US\$ 2 millions, (iii) l'élaboration des plans sectoriels climats pour la mise en œuvre de la CDN qui devraient être validés formellement au cours des prochains mois, (iv) la préparation du cadre institutionnel pour la coordination de l'action climat, et (v) la confirmation de la volonté de la Guinée d'utiliser le système de mesure, notification et vérification intégré (SMNV-I) et son accord à signer le protocole proposé avec la BM relatif à ses conditions d'utilisations.

18. Dans le cadre du **renforcement des politiques, institutions, gouvernance et inclusion économique du secteur minier (Composante B – US\$29M)**, les principales activités en cours ou qui seront engagées sont relatives à :

- a. L'élaboration des textes d'application du Code Minier : la finalisation des 16 textes restants du Code Minier ainsi que la vulgarisation du code et le cadre réglementaire.
- b. la facilitation de l'accès aux ressources avec : (i) la réalisation de l'étude pour l'autonomisation du guichet unique avant juin 2023, (ii) l'opérationnalisation de la task-force des revenus miniers, (iii) la mobilisation d'une assistance technique individuelle pour la préparation des DAO des activités géosciences, la finalisation du processus de recrutement du Consultant en charge de la supervision des travaux de géosciences pour la mise en place d'un réseau sismique, la poursuite du levé géochimique, le levé géologique et/ou géophysique, (iv) la consolidation du cadastre minier (maintenance, mise à jour et points de référence géodésiques, actualisation limites administratives des communes), (v) la mise en place d'un système d'information géologique et minière, et (vi) la mise en œuvre du schéma directeur du système d'information du MMG. Le Consultant individuel finalisera son travail en fin mars et le processus de recrutement en cours de la firme sera achevé avant fin avril 2023.

- c. le renforcement des capacités du MMG avec : (i) la poursuite de la mise en œuvre du plan de formation ; (ii) l'acquisition en cours du matériel roulant (véhicules et motos) et des équipements (mobilier de bureau, informatique, bureautique et technique) ; (iii) la signature du contrat de l'assistance technique pour l'évaluation des quantités et qualités ainsi que la formation du personnel dédié et le diagnostic du Laboratoire national de la géologie ; (iv) la mise en œuvre du contrat de maintenance du cadastre et de formation du personnel ; (v) l'acquisition des équipements du BEQQ avec l'appui de l'assistance technique ; et (vi) la poursuite des missions de suivi et contrôle annuel des mines industrielles. La mission a été informée de la décision du MMG de construire des bases vies permanentes en lieu et place des préfabriqués comme initialement prévu pour le BEQQ. A ce titre la mission invite le MMG à entamer les démarches administratives pour l'acquisition des titres fonciers afin de réaliser les études architecturales et d'impacts environnementales et sociales.
 - d. Le renforcement des capacités des autres ministères clés concernés par la gestion du secteur minier avec la tenue des réunions de concertation pour faciliter la tenue des missions de contrôle ferroviaire et portuaire.
 - e. Le renforcement du contenu local avec des avancées remarquables dont (i) l'atteinte de l'indicateur de l'objectif de développement portant sur le montant des achats à travers sa plateforme de la BSTP qui a atteint US\$ 64 millions pour une cible de 60 millions en fin de projet, (ii) l'audit organisationnel a été réalisé et le plan pour la durabilité de la BSTP est en cours de finalisation, (iii) la tenue de la caravane de la sous-traitance avec 800 PME et la participation active des sociétés minières, (iv) l'évaluation en cours des pratiques et performances des sociétés minières sur le sujet, (v) l'évaluation des opportunités de sous-traitance minière dans les zones aurifères et ferrifères, (vi) le lancement par la BSTP d'un programme de renforcement des capacités des PME de la région de Boké, (vii) l'organisation d'une seconde caravane de la sous-traitance le long du corridor Simandou (Faranah, Mamou, Kindia et Forécariah), et (viii) l'organisation d'une rencontre annuelle de concertation des acteurs sur le contenu local (administration, BSTP, Chambre des Mines, privés).
 - f. Le renforcement de la transparence et de l'engagement citoyen avec (i) la production du rapport ITIE 2021, qui sera publié avant fin avril 2023 et l'élaboration et la publication du rapport ITIE 2022, avant décembre 2023, (ii) la mise en œuvre du programme de renforcement de la politique du genre dans le secteur minier (plaidoyer et analyses spécifiques), et (iii) le renforcement des acteurs de la société civile pour un meilleur contrôle citoyen dans le secteur minier.
19. Dans le cadre de la **gestion de l'environnement et des ressources naturelles (Composante C – US\$28M)** :
- a. Renforcement du cadre institutionnel de coordination et au soutien logistique. La rationalisation des EPA du MEDD est en cours avec (i) le développement des activités du Fonds pour l'Environnement et le capital naturel (FECAN) en tant qu'outil principal de capitalisation des taxes environnementales nationales pour lequel une étude relative à la fiscalité environnementale est prévue dans le cadre du Projet, (ii) la formalisation d'une entité unique OGPNRF pour la gestion des aires protégées, et (iii) la formalisation des conseils d'administration des EPA (FECAN, OGPNRF et AGEE) en cours. Le Projet a planifié plusieurs activités structurantes pour le renforcement du cadre institutionnel et doit les concrétiser dans les prochains mois y compris : (i) L'élaboration des manuels de procédures MEDD, OGPNRF et AGEE, (ii) Le renforcement des capacités du Centre national de surveillance et d'observations environnementales (CNSOE) avec des acquisitions (logiciel,

informatique)⁷, (iii) le développement d'une stratégie et de plans de communication pour le MEDD, l'AGEE et l'OGPNRF, (iv) le développement d'un programme de formation pour les cadres du MEDD, et (v) l'amélioration de la connectivité du MEDD avec un renforcement de l'accès à internet et l'acquisition d'équipement de visio-conférence.

- b. Renforcement des capacités de gestion des normes E&S. Le Projet a financé le diagnostic du système national de gestion E&S qui doit permettre de cadrer l'assistance technique long terme pour l'AGEE qui doit être mobilisée au plus vite. Les activités prévues dans le cadre du Projet pour accompagner la structuration de l'AGEE doivent être concrétisées rapidement pour accompagner ses activités croissantes notamment l'élaboration de son manuel de procédures et le recrutement d'un responsable en gestion financière. La contribution du Projet à la mise en œuvre du programme de l'AGEE de suivi E&S des projets de développement y compris minier (opérations et équipements techniques) constitue une priorité qu'il convient de concrétiser au plus vite. Les procédures d'évaluations environnementales décrites dans les arrêtés 1646 et 1647 doivent être finalisées suite aux commentaires de la BM et vulgarisées. Un plan pour le développement des méthodes relatives à l'évaluation des impacts résiduels et au dimensionnement des opérations de compensation doit être développé et mis en œuvre et une campagne pour l'utilisation pilote de l'outil harmonisé d'évaluation des émissions de GES des opérations d'entreprises minières doit être engagée.
- c. Renforcement de la gestion des aires protégées. Le Projet a financé plusieurs réunions stratégiques pour la gestion des aires protégées ciblées, des missions pour le processus de réforme du réseau d'aires protégées ainsi que la participation de la Guinée à la COP 15, la feuille de route de l'OGPNRF pour la refonte du réseau d'aires protégées est présentée en annexe 4. Les activités clés pour le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de l'OGPNRF planifiées dans le cadre du Projet doivent être concrétisées au plus vite notamment : (i) la mobilisation de l'assistance technique long terme pour l'OGPNRF, (ii) l'élaboration du manuel de procédure pour l'OGPNRF prévue au cours du quatrième trimestre 2023, (iii) la finalisation de l'Etude l'impact environnementale et sociale (EIES) des activités de gestion des AP ciblées, (iv) l'organisation de la formation des conservateurs de la nature sur la collecte de données de terrain (GPS/smart), (v) l'élaboration des plans types et des DAO des infrastructures de gestion des AP, (vi) l'acquisition de matériels techniques et de matériels roulants et flottant, et (vii) le financement des opérations de terrain des conservateurs de la nature dans les AP ciblées. La mission a permis de souligner l'importance de renforcer la collaboration avec les ONG pour la mise en œuvre des activités génératrices de revenus en périphérie des AP. Il a également été décidé, au cours de la mission, que le financement d'une ESES pour la refonte du réseau d'aires protégées de Guinée soit intégré au PTBA et au PPM.

Gestion financière

20. La mission considère la performance en matière de gestion financière du projet comme étant modérément insatisfaisante et le risque financier du Projet demeure Substantiel. En effet, si l'équipe comptable est en place, que le dispositif de contrôle interne est fonctionnel et que la transmission de Rapports de suivi financier de qualité acceptable dans les délais est réalisée, la mission a identifié les points faibles suivants : (i) des écarts entre les montants de l'exécution budgétaire et ceux du PTBA 2023, (ii) un retard dans la comptabilisation des opérations dans le logiciel, et (iii) un retard dans la transmission du rapport d'audit des comptes de l'exercice 2021.

21. Le taux de décaissement du Projet reste très faible (6,4% ; US\$ 4.191.153) avec une évolution timide depuis le début de l'année fiscale (1.1% ; US\$ 731.902) coïncidant avec la dernière mission

⁷ Le CNSOE bénéficiera également de l'assistance technique mobilisé dans le cadre du PMI : assistance court terme en SIG et mise en place d'un système de suivi des forêts et de l'usage des terres.

d'appui à la mise en œuvre en juillet 2022. Les fonds de contrepartie, notamment ceux inscrits dans le budget national 2022 et ceux issus du reliquat des fonds du PAGSEM n'ont toujours pas été mobilisés.

22. *La mission recommande (i) la correction de l'écart entre le montant issu du PTBA 2023 et celui issu de l'état d'exécution budgétaire, (ii) la mise à jour de la comptabilité dans le logiciel, (iii) l'amélioration des taux d'exécution budgétaire et de décaissement, (iv) la finalisation et la transmission de l'audit 2021 dès que possible, (v) la transmission de l'audit externe de 2022 avant le 30 juin 2023, et (vi) la mobilisation d'un stagiaire en gestion financière.*

23. *En ce qui concerne le taux de décaissement, la mission recommande de mettre en place des systèmes robustes et simplifiés pour le transfert des frais opérationnels aux bénéficiaires ainsi qu'un renforcement de l'efficacité de la passation des marchés (Cf. paragraphe PM).*

24. *La mission recommande également la réalisation d'un point complet sur les fonds de contrepartie y compris l'opportunité de mobiliser ceux des années précédentes et ceux prévus pour l'année en cours.*

Passation des marchés (PM)

25. La mission considère la performance du projet en matière de passation des marchés comme étant Modérément Insatisfaisante et le risque résiduel en passation des marchés est Substantiel (PRAMS du 13 janvier 2023).

26. Pour le volet Mines, étaient inscrits dans le Plan de PM sous la période de revue, 51 marchés estimés à 14.563.995 USD⁸ dont 15 marchés signés (US\$ 1.420.778), 11 marchés en cours de PM (US\$ 2.738.000) et 26 marchés pas encore lancés (US\$ 10.463.217).

27. Pour le volet Environnement, étaient inscrits dans le PPM sous la période de revue, 28 marchés estimés à US\$ 10.588.677⁹, dont 8 marchés signés (US\$ 745.587), 10 marchés en cours de PM (US\$ 8.924.000) et 9 marchés pas encore lancés (US\$ 1.285.000).

28. La mission a noté un retard considérable dans les processus de passation des marchés, ce qui explique le faible taux des contrats signés et exécutés à date. Les principales raisons évoquées par l'équipe du projet sont : (i) faible capacité des acteurs de l'administration impliqués dans la passation des marchés et leur manque d'expérience des procédures de la Banque mondiale, (ii) la mobilisation des membres des commissions d'évaluation (faible motivation due à l'absence de primes de présence), et (iii) les formalités administratives de signature et d'approbation des contrats. La mission a fortement recommandé une implication des ministères de tutelle dans la conduite des activités du projet.

29. *La mission recommande les actions prioritaires suivantes : (i) le réalisme dans la planification des activités en tenant compte des capacités réelles de l'équipe du projet, (ii) la mobilisation d'une expertise additionnelle en soutien à l'équipe de PM par le recrutement d'un consultant sénior à court terme, (iii) le changement de la méthode de sélection pour les missions relatives aux travaux de géosciences du Ministère des Mines et de la Géologie et éventuellement une mise à jour de la Stratégie de Passation des Marchés (PPSD), (iv) l'élaboration systématique d'un rapport de suivi mensuel de la passation des marchés qui devra être transmis à l'équipe de la BM, (v) une célérité dans la conduite des processus de passation des marchés y compris la facilitation de l'organisation des réunions des Comités de sélection en défrayant les membres, (vi) la mise à jour immédiate de toutes les informations dans STEP pour faciliter la mission de*

⁸ dont 14 à revue a priori d'un montant de US\$ 3.380.600 et 37 à revue a posteriori d'un montant de US\$ 10.883.395

⁹ dont 4 à revue a priori d'un montant de US\$ 7.364.000 et 24 à revue a posteriori d'un montant US\$ 3.224.677

revue à posteriori de la Banque prévue en avril 2023, et (vii) la mobilisation d'un stagiaire en PM.

Sauvegardes environnementales et sociales (E&S)¹⁰

30. La mission considère la performance en matière de mise en œuvre des mesures environnementales comme étant modérément satisfaisante et la performance en matière de mise en œuvre des mesures sociales comme étant modérément satisfaisante. En effet si l'équipe de gestion E&S est en place au sein de l'UGP et que les points focaux au sein de l'AGEE ont été identifiés, les processus de collaboration entre UGP et agences d'exécutions doivent être renforcés notamment pour le rapportage E&S mais également pour l'appui au suivi et à la mise en œuvre de certaines activités clés du Projet.

31. Des propositions concrètes pour améliorer la qualité des rapports notamment le suivi de la mise en œuvre du Plan d'engagement E&S (PEES) ont été discutées au cours de la mission mais également la nécessité d'une plus grande implication des spécialistes E&S pour assurer une bonne préparation et mise en œuvre d'activités clés du projet notamment le suivi E&S des projets de développement par l'AGEE et l'appui à la mobilisation d'ONG pour l'appui à la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGRs) en périphérie des Aires protégées avec l'OGPNRF.

32. La mission salue (i) le travail de structuration de l'AGEE engagé lui ayant permis de mettre en œuvre les activités nécessaires pour l'attribution et le renouvellement de Certificats de Conformités Environnemental (CCE) et d'Autorisations Environnementales (AE), (ii) le travail règlementaire engagé pour clarifier le contenu et les procédures d'évaluations E&S au niveau national ainsi que (iii) l'approche de développement d'un référentiel national pour la réinstallation des populations impactées par les projets publics et privés d'un cadre national pour les procédures de réinstallation.

33. La mission encourage l'UGP à la signature du Protocole d'accord de partenariat avec l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) et au démarrage des activités en vue de la complète opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes (MGP) dans les meilleurs délais.

34. La mission encourage l'AGEE à mettre en place au plus vite l'ensemble des éléments qui permettront le renforcement du système E&S national sur la base des résultats du diagnostic du système national E&S, du programme de renforcement des capacités liés et des conclusions de l'évaluation de la mise en œuvre du Cadre directeur de l'ESES de la réforme du secteur minier. Ces éléments doivent également permettre d'ajuster le cadrage de l'assistance technique en cours de mobilisation pour l'AGEE et des autres prestations directement liées (manuel de procédure AGE, prestation en appui au développement des textes d'application du code de l'environnement, etc.).

35. La mission recommande : (i) la participation de l'AGEE de façon permanente à la production des rapports trimestriels, l'harmonisation des rapports E&S et l'adaptation du canevas en vue de suivre l'avancement de la mise en œuvre des recommandations des missions de la BM et d'assurer le suivi de la mise œuvre des mesures du PEES, (ii) l'intégration des conclusions et recommandations de l'évaluation du système de gestion E&S national en tant qu'élément de la demande de proposition de l'assistance technique à l'AGEE, (iii) la finalisation de l'évaluation de la mise en œuvre du « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier » de l'ESES de la réforme du secteur minier qu'il est important de mener dans un cadre participatif large, (iv) la finalisation des EIES des aires protégées suite à la revue de l'UGP et de la BM, (v) la signature du protocole d'accord avec l'ANAFIC après la revue effectuée par la Banque, (vi) la production d'un plan d'action pour l'opérationnalisation

¹⁰ Les principaux constats sont détaillés en annexe 6

du MGP et du PEPP, et (vii) la transmission du premier rapport des inspections E&S de mise en œuvre des Plans de gestion environnemental et social (PGES) réalisées avec les financements du projet.

Suivi & évaluation

36. La mission considère la performance en matière de suivi & évaluation du projet comme étant modérément insatisfaisante. En effet, si une mise à jour du cadre de résultat était incluse dans le rapport annuel 2022 et présentée au cours de la mission, l'évaluation du niveau d'atteinte des cibles intermédiaire des indicateurs du Projet était partielle et le suivi des indicateurs avec les agences d'exécution insuffisant.

37. La mission a permis, en collaboration avec les agences d'exécution, de faire une mise à jour du cadre de résultat pour l'année 2022 qui est présenté en annexe 5. Cette mise à jour a montré d'importantes avancées pour certains des indicateurs y compris :

- a. En ce qui concerne la gestion de l'environnement et des ressources naturelles : (i) la surface de zones forestières ciblées sous plan de gestion (148 986 ha) réalisées avec d'autres sources de financement¹¹ mais qui devront être mis à jour dans le cadre de la refonte du réseau d'AP, et (ii) les inspections environnementales annuelles des grands projets d'infrastructure estimées à 60¹² et réalisées sur financement national ;
- b. En ce qui concerne le secteur minier : les deux indicateurs de développement du volet mines ont été atteints à savoir i) le contrôle annuel des mines industrielles, et ii) la valeur des biens et services achetés sur la plateforme d'achat en ligne de la BSTP qui a atteint US\$ 64 millions à date contre US\$ 60 millions prévu à la fin du projet.

38. La mission recommande : (i) de mettre à jour et de transmettre avant chaque mission, une mise à jour du Cadre de résultat à date et pour l'année précédente, (ii) de mettre en place un réseau des points focaux en charge du S&E dans les différentes agences d'exécution pour maintenir une information à jour, assurer une qualité des données et compiler les différents justificatifs, et (iii) de mobiliser un stagiaire en appui au S&E.

IV. Gestion du Projet

Echange avec les partenaires au développement et le secteur privé

39. Au cours de la mission, des échanges ont pu être organisés avec des partenaires au développement en bilatéral mais également au cours d'une réunion de l'ensemble des partenaires techniques et financiers (PTF)¹³ du secteur de l'environnement organisée par le MEDD le 17 mars 2023. Cette rencontre a permis au MEDD d'affirmer son rôle de leader et de coordination de l'intervention des partenaires et de présenter les orientations de l'évolution du département, le contenu de sa lettre de mission ainsi que plusieurs orientations prioritaires relatives notamment à la réforme du réseau d'aires protégées et à la mise en œuvre de la Contribution déterminée nationale (CDN). Cette réunion a permis de réaffirmer la volonté de l'ensemble des partenaires d'accompagner le MEDD dans son nouveau dynamisme et ses nouvelles orientations et de mettre

¹¹ Plan de gestion du Mont-Béro (26 800 ha) et plan de gestion de Diécké (121 921 ha) financés par l'UE et plan de gestion de Loos financé par le RAMPAO

¹² 60 renouvellements ou nouveau Certificat de Conformité environnemental ont été délivrés suite à des inspections réalisées en 2022

¹³ UNICEF, UNOPS, FAO, PNUD, Fonds Vert Climat, Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), GIZ, *Wild Chimpanzee Foundation (WCF)*, Biotope, Union Européenne, Ambassade de France, Agence française de développement (AFD), USAID, Banque Africaine de développement, Guinée écologie, *Wildlife Conservation Society (WCS)*, Coopération Belge, *Kew Royal Botanic Gardens*, Climate Chance.

en exergue une série de complémentarités entre les interventions en cours et prévues des différents partenaires notamment (i) en appui à la réforme du réseau d'aires protégées de Guinée¹⁴, (ii) en appui à la mise en œuvre du plan d'investissement de la CDN, et (iii) en appui au renforcement de la gestion E&S notamment du secteur minier¹⁵.

40. La mission a également permis des échanges avec le secteur privé notamment minier sur les questions environnementales avec à la fois un intérêt en ce qui concerne les mécanismes nationaux de développement et de financement d'opérations de compensation des impacts résiduels des projets de développement mais également des initiatives de suivi des émissions de Gaz à effet de Serre (GES) et de tarification du carbone.

41. La mission a par ailleurs rencontré d'autres acteurs importants du secteur minier y compris la Société Financière Internationale (SFI), le secteur privé ainsi que les Organisations de la Société Civile (OSC) et des femmes actives dans le secteur minier au cours d'une réunion organisée le jeudi 16 mars. Ces rencontres ont permis d'identifier des possibilités de partenariats entre l'administration et ces organisations dans le cadre du Projet.

42. La mission recommande l'organisation par le MEDD de réunions régulières des PTF focalisant sur des thématiques précises permettant de traiter des sujets d'intérêts comme le changement climatique, la gestion E&S des projets de développement ou l'appui au réseau d'AP.

Prochaine mission

43. Une prochaine mission de la Banque mondiale d'appui à la mise en œuvre du Projet est prévue au cours du mois de septembre 2023.

V. Initiation du nouveau projet de résilience climatique, sécurité alimentaire et pêche

44. Pour donner suite aux requêtes (i) du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime (MPEM) pour un financement IDA d'un montant de US\$ 50M en appui à la mise en œuvre de la stratégie halieutique 2023-2027 de la Guinée, et (ii) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE) pour la mise à l'échelle des acquis du PDIAG et l'atténuation des impacts de la crise actuelle sur le secteur agricole, la BM a autorisé l'initiation de la préparation d'un nouveau projet de résilience climatique, sécurité alimentaire et pêche d'un montant estimatif minimal de US\$ 100M.

45. La mission a permis d'initier le processus de préparation de ce nouveau projet lors de rencontres avec les ministres MPEM et MAE et de leurs équipes techniques. Le processus de préparation et le chronogramme prévisionnel, visant une approbation du projet au cours du troisième trimestre 2024, ont été présentés, ainsi qu'une synthèse des exigences du Cadre environnemental et social (CES) qui sera applicable au projet. Un comité technique de préparation du projet est en cours de mise en place à travers la préparation d'un arrêté conjoint du MPEM et MAE.

46. Les Ministres ont exprimé leur satisfaction pour le développement d'un projet conjoint tout en soulignant l'importance d'un montage institutionnel adapté pour une mise en œuvre efficace

¹⁴ Différents PTF sont déjà engagés ou préparent des opérations en appui à la réforme du réseau d'aires protégées notamment : (i) l'Union Européenne avec le projet Natura Guinée avec un appui à la création du Parc national de Badiar, du Parc national de Pencelly Soyah et du Parc national des mangroves de Kapatchez, (ii) l'AFD avec l'appui à la création du Parc national de la forêt de Ziama, (iii) Enabel avec l'appui au développement local dans le parc national de Gangan, (iv) la WCF avec un maintien du suivi écologique dans le Parc national du Moyen-Bafing et une implication dans le projet UE Natura Guinée, (v) Guinée écologie avec un appui aux parcs marins Tristao-Alcatraz, Kapatchez, (vi) le PNUD avec la mobilisation du GEF8 orienté sur le Parc national de Diwasssi, (vii) l'ambassade de France avec la fédération des parcs naturels régionaux français avec un appui au Parc national des plateaux de Tassing-Kounounkan et (viii) la Banque mondiale sur les parcs nationaux de Tassing-Kounounkan, îles de Loos, delta du Konkoure, Kapatchez, Niger-Source, Haut-Niger, Pic de fon-Béro, Diécké, Nimba.

¹⁵ GIZ avec l'appui au développement du référentiel pour la réinstallation et l'initiation de la mise en place d'un logiciel pour le suivi des EE / PGES ainsi que le projet COMBO et la mise à disposition d'une AT biodiversité à l'AGEE.

comprenant la mise en place d'unités de gestion de projet pour chacun des Ministères. Ils ont également réitéré leur engagement à travailler en étroite collaboration et avec diligence pour une approbation du projet dans les meilleurs délais tout en exhortant les équipes à identifier des ressources financières additionnelles compte tenu de la crise actuelle.

47. *PROBLUE pêche/aquaculture Guinée.* La mission a également été l'occasion d'engager le lancement des activités du projet PROBLUE-Pêche Guinée : « Appui à la mise en œuvre de la stratégie halieutique de la Guinée ». Un financement de US\$470.000 a été mobilisé par la Banque mondiale auprès du fonds fiduciaire PROBLUE pour apporter une assistance technique au MPEM pour la mise en œuvre de la Stratégie Halieutique 2023-2027 de la Guinée. Ce financement obtenu en décembre 2022 pour une durée de 2 ans permettra d'appuyer certains piliers de la préparation du volet pêche du nouveau projet. Les activités de ce projet s'organisent autour de 3 composantes visant (i) le renforcement de la gouvernance du secteur pêche/aquaculture ; (ii) le soutien aux investissements durables dans le secteur pêche/aquaculture ; et (iii) l'engagement des parties prenantes.

48. Au cours de la mission, des séances de travail avec les cadres des Directions et Agences du MPEM ont permis (i) de valider les TdRs pour l'analyse des besoins en investissements prioritaires pour l'aménagement de sites de débarquement de la pêche artisanale maritime, (ii) de valider les TdRs pour l'inventaire et l'analyse de marché des sous-produits agroalimentaires disponibles pour la production nationale d'aliments pour poissons et avant-projet sommaire d'une provenderie, et (iii) d'élaborer un projet de TdRs pour le plan de renforcement de capacités du MPEM, de ses services déconcentrés et agences associées.

49. *La mission recommande : (i) la formalisation du Comité conjoint de préparation du Projet, (ii) le développement d'une feuille de route pour les activités de ce Comité, (iii) l'identification rapide des priorités d'intervention du projet pour l'élaboration de la note de concept (dont l'approbation conditionne la possibilité d'une demande d'avance de préparation de projet), et (iv) d'engager la mise en œuvre des études prévues dans le cadre du projet PROBLUE d'ici juin 2023.*

VI. Changement climatique

50. Le changement climatique est un sujet de première importance en Guinée illustrée par la mise à jour de la Contribution déterminée nationale en juillet 2021, l'élaboration de plan de partenariat et d'investissement pour sa mise en œuvre et le développement, sous l'impulsion de la Primature avec l'appui du MEDD et des points focaux climats dans les différents Ministères, de plans d'actions climat sectoriels. Les réformes en cours pour la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique adapté pour le suivi des engagements nationaux et pour faciliter l'accès aux financements climat est également à souligner.

51. La mission félicite vivement la Guinée pour être l'un des trois pays du continent Africain à avoir rejoint le Partenariat pour la mise en œuvre du marché Carbone (*Partnership for Market Implementation - PMI*). Cela a été concrétisé suite à la validation du financement de son plan d'appui à la préparation aux marchés, soumis par le Ministre de l'Economie et des Finances et approuvé par le secrétariat du PMI en décembre 2022 à hauteur de US\$2 millions couvrant la période 2023-2025 (3 ans). Le projet PMI est mis en œuvre directement par l'équipe de la BM dans le cadre du PGRNME, en association étroite avec le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et en collaboration avec les différentes parties prenantes. Dans ce cadre s'est tenu, le 11 février 2023, un atelier de lancement qui permis de partager les objectifs du projet PMI avec les participants – une soixantaine de représentants de diverses administrations et agences

gouvernementales, du secteur privé et de la société civile – et de recevoir leur avis et recommandations. Les activités prévues dans le cadre de cette initiative comprennent : (i) l'appui au gouvernement pour l'établissement d'un cadre institutionnel et juridique adapté, (ii) l'assistance aux parties prenantes pour établir un système de mesure, notification et vérification intégré (SMNV-I) intégrant le suivi des émissions dues à la REDD+, au changement d'usage des terres et liant le suivi des GES réalisé au niveau de grands opérateurs privés ainsi que (iii) la faisabilité et l'appui au développement de la proposition d'un signal prix carbone compétitif sectoriel dans le secteur minier. Les points clés de ce schéma de proposition, qui reste à mieux définir et finaliser sont de permettre aux industries d'exportation de rester concurrentielles sur le marché mondial contraint au niveau du carbone en incitant l'atténuation des émissions nettes de GES des principaux émetteurs, et en internalisant les coûts d'atténuation dans le secteur extractif à partir d'un signal prix établi à un niveau d'effort de réduction qui correspond à un niveau de performance qui reflète les bonnes pratiques internationales du secteur.

52. La mission a également été l'occasion d'annoncer au Gouvernement que la Banque mondiale allait initier à partir de juillet 2023 la mise en œuvre du Rapport national sur le climat et le développement en Guinée (*Country Climate and Development Report - CCDR*) mais également que l'ensemble de ses projets développés à partir de juin 2023 devront être alignés à la déclaration de Paris.

VII. Prochaines étapes et actions convenues

53. L'état de mise en œuvre des actions convenues au cours de la mission de juillet 2022 à date de la mission de mars 2023 est présenté en annexe 7.

54. Les actions convenues lors de la mission de mars 2023 sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Activités	Resp.	Date
A. Amélioration du cadre institutionnel des secteurs minier et environnemental		
A1. Coordination des stratégies et réglementations minières et environnementales (MMG)		
A1.1. Évaluation et harmonisation coordonnées des réglementations minières, environnementales et des ressources naturelles		
<i>Mobilisation du cabinet pour l'appui juridique dans le secteur de l'environnement</i>	<i>UGP-BSD MEDD</i>	<i>15 juin</i>
<i>Mise en place d'un système de suivi coordonné pour les réformes réglementaires impliquant l'ensemble des départements concernés et l'ensemble des partenaires impliqués</i>	<i>Conseiller juridique MEDD</i>	<i>15-avril</i>
<i>Intégration des commentaires de la Banque mondiale dans le référentiel national pour la réinstallation des populations impactées par les Projets Publics et privés avant la prise des textes réglementaires associés</i>	<i>BM-MEDD-MMG</i>	<i>30- avril</i>
A1.2. Cadre de suivi de l'ESES de la réforme du secteur minier		
<i>Prise en considération dans les recommandations de l'évaluation des différentes activités prévues dans le Projet pour le renforcement des capacités de l'AGEE pour faciliter leur cadrage avant de les mettre en œuvre (manuel de procédure AGE, AT AGE, réformes réglementaires...)</i>	<i>UGP</i>	<i>15-avril</i>
<i>Transmission du rapport provisoire de l'évaluation</i>	<i>UGP</i>	<i>15-avril</i>
<i>Constitution d'un Comité de revue des résultats de l'évaluation impliquant la CNEE et les équipes de la Banque mondiale</i>	<i>UGP - BM</i>	<i>15-avril</i>
<i>Organisation d'un atelier national pour la présentation des résultats de l'évaluation impliquant les différentes parties prenantes (départements ministériels impliqués, OSC, représentants du secteur privé...)</i>	<i>UGP</i>	<i>25-mai</i>
A2. Outils pour améliorer la coordination de l'exploitation minière et de l'environnement		
A2.1. Processus de planification intersectorielle de l'utilisation des terres (MEDD)		

Transmission du rapport d'évaluation de l'assistance pour l'élaboration du PGIZMC pour avis technique	UGP-CNPMZC	15-avril
Organisation de la réunion de cadrage de l'étude avec les experts impliqués dans le PROBLUE	UGP-CNPMZC	15-mai
Mise en place du Comité Interministériel de suivi de l'élaboration du PGIZMC sous la coordination technique du Centre National de Protection du Milieu Marin et des Zones Côtières	SG & BSD MEDD	10-mai
A2.2. Mécanisme de financement durable de la conservation, de l'atténuation et de la compensation des impacts du secteur minier (MEDD)		
Transmission de la feuille de route pour la création de la fondation et des principaux éléments pour sa création	UGP-OGPNRF-BSD	30-avril
Mobilisation d'une expertise pour accompagner la mise en œuvre de la feuille de route pour la création de la fondation	UGP-SG-BSD	15-mai
Transmission de TdRs pour l'organisation d'un voyage d'étude en Côte d'Ivoire pour analyser le fonctionnement de la FPRCI et de l'OIPR	UGP-OGPNRF	30-avril
A2.3. Contribution aux systèmes de surveillance de l'eau pour l'exploitation minière et la gestion des ressources naturelles dans les zones stratégiques (MMG)		
Finalisation des termes de références pour l'étude diagnostic pour l'installation de piézomètre dans la région de Boké par le consultant individuel	UGP-MMG	30-avril
Recrutement assistance technique géosciences (voir B.1)	UGP-MMG	31-Dec
A3. Renforcement de la contribution de la Guinée au processus de lutte contre les changements climatiques		
Signature par les deux parties du protocole d'accords fixant les conditions d'utilisation du SMNV-I	BM-MEDD	15-mai
Nomination d'un point focal pour la coordination de l'utilisation du SMNV-I au sein de la DNPCC	MEDD-DNPCC	30-avril
Organisation des ateliers de validation des plans d'action sectoriels climats avec les différents ministères impliqués	MEDD-DNPCC	30-mai
Recrutement de l'expertise pour le développement d'un système de suivi des forêts, du changement d'usage des sols et de la biomasse (PMI)	BM-CNSOE-OGPNRF-DNFF	30-mai
Recrutement de l'assistance technique pour la faisabilité et l'appui au développement de la proposition d'un signal prix carbone compétitif sectoriel	BM-MEDD	30-juin
Lancement d'une campagne pilote pour l'utilisation de l'outil d'évaluation des émissions de GES dans les grandes entreprises extractives	SG/MEDD-DNPCC-AGEE	30-mai
Finalisation du texte règlementaire du CNCC après prise en considération des commentaires de la BM	MEDD-DNPCC	30-mai
B. Politiques, institutions, gouvernance et inclusion économique du secteur minier (MMG)		
B1. Politiques, institutions et accès aux ressources dans le secteur minier.		
B.1.2. Accès aux ressources		
Recrutement de l'assistance technique supervision des travaux de géosciences	UGP-MMG	30-avril
Lancement du processus de sélection des Consultants pour les travaux géosciences	UGP-MMG	15-juin
Recrutement des Consultants pour les travaux de géosciences	UGP-MMG	30-sept
Démarrage des travaux géosciences	UGP-MMG	31-dec
B.1.3. Renforcement des capacités des institutions publiques liées au secteur minier		
Acquisition de matériel roulant (véhicules & motos) pour le MMG	UGP	21 juin
Acquisition des fournitures de bureau, matériels informatique et technique du MMG	UGP	31 mai
Mission de contrôle des mines industrielles	UGP-MMG	30-juin
Recrutement AT Q/Q	UGP	30-avril
Acquisition matériel technique pour Q/Q et Labo	MMG	30-mai
Missions de contrôle ferroviaires et portuaires	UGP-MT	30-juin
B.2. Intégration économique du secteur minier et gouvernance		
B.2.1 Contenu local et facilitateurs de l'intégration économique		
Transmission rapport durabilité de la BSTP	BSTP-UGP	30-avril
Elaboration & Transmission étude organisationnelle de la BSTP	BSTP	30-juin
Réunion sur la durabilité de la BSTP et sa valeur ajoutée auprès des sociétés minières	UGP-BM-SFI-Bourse	31-mai
Caravane de la sous-traitance le long du corridor Simandou	BSTP-MMG	31-mai
B2.2. Transparence et engagement des citoyens		
Publication et dissémination du rapport ITIE 2021	ITIE-UGP	31-mai
Recrutement de l'administrateur indépendant pour l'élaboration des rapports ITIE 2022 & 2023 et 2024	ITIE-UGP	30-juin
Publication du rapport ITIE 2022	ITIE-UGP	15-dec

Réunion de concertation des acteurs de la société civile du secteur minier	OSC-UGP	15 mai
Mission de sensibilisation sur la législation environnementale, sociale, et du genre et sur les bonnes pratiques dans le secteur minier	MMG-MEDD-UGP	31-mai
Composante C. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles		
C1. Cadre institutionnel, appui logistique et gestion des NES		
C1.1 Cadre institutionnel et soutien logistique		
Inscription des activités liées à l'accès internet du MEDD et aux équipements en visio-conférence de la salle de réunion du MEDD dans PTBA/PPM	UGP-BSD MEDD	15 mai
Signature et le démarrage de la prestation d'architecte pour l'élaboration du DAO pour la construction du siège de l'OGPNRF et de l'AGEE	UGP-BSD MEDD-AGEE-OGPNRF	30 mai
Finalisation et transmission des TdRs pour la réalisation d'une étude relative à la fiscalité environnementale des sociétés minières et l'inscription de cette activité dans le PTBA et le PPM	UGP-FECAN	15 mai
Transmission des décisions / textes réglementaires montrant une rationalisation des EPAs dans le secteur des aires protégées et assurer une prise en considération dans le manuel de procédures	Conseiller juridique MEDD	15-mai
Transmission des projets de textes réglementaires liés à l'établissement des conseils d'administration des EPAs OGPNRFF et AGEE	Conseiller juridique MEDD	30-avril
Préparation de budgets précis pour ces EPAs en vue de l'élaboration des lois de finances rectificative 2023 et 2024	BSD MEDD-AGEE-OGPNRF	30-mai
Finalisation et transmission des TdRs du coordonnateur adjoint des activités MEDD	UGP-SG&BSD MEDD	10-avril
Recrutement du coordonnateur des activités MEDD	UGP-SG&BSD MEDD	15-mai
Préparation des locaux du MEDD pour l'accueil du coordonnateur des activités MEDD du Projet et l'accueil régulier des spécialistes en gestion financière et passation des marchés dédiés aux activités MEDD du Projet	MEDD	10-avril
Finalisation et transmission des DAO pour l'acquisition des logiciels SIG / CNSOE	UGP-BSD MEDD-CNSOE	30-juin
Finalisation et transmission des DAO pour l'acquisition d'équipements informatique complémentaires pour le CNSOE et inscription dans PTBA / PPM	UGP-CNSOE	15-mai
Réalisation par le personnel du CNSOE des formations en lignes notamment celles de la FAO et le tutoriel pour la production des analyses de changement d'usage des sols élaborées pour la Guinée par le Centre Goddard de la NASA	CNSOE	30-mai
Recrutement de l'expertise pour le développement d'un système de suivi des forêts, du changement d'usage des sols et de la biomasse (PMI)	BM-CNSOE-OGPNRF-DNFF	30-mai
Compilation active et mise en ligne des données relatives à la biodiversité et aux écosystèmes pour le processus de refonte du réseau d'aires protégées	CNSOE-OGPNRF	Continu
C1.2. Renforcement des capacités en matière de NES et de gestion des risques de catastrophe.		
Lancement de la demande de proposition pour le recrutement de l'AT AGEE	UGP-AGEE	1 ^{er} -mai
Transmission du PV de sélection de l'AT AGEE	UGP-AGEE	30-mai
Capitalisation des orientations du programme de renforcement des capacités issues du diagnostic du système national E&S et des conclusions de l'évaluation du cadre directeur de l'ESES de la réforme du secteur minier et la transmission des éléments finaux ou provisoires en documents additionnels aux demandes de proposition techniques et financières de l'AT AGEE	UGP-BSD MEDD-AGEE	15-avril
Transmission par l'AGEE à la CNEE des résultats préliminaires de l'évaluation de l'ESES de la réforme du secteur minier	AGEE	15-avril
Intégration dans le cadrage de l'AT AGEE et l'appui biodiversité mobilisé par le projet COMBO de la nécessité d'une étroite collaboration pour constituer une équipe coordonnée d'appui à l'AGEE	UGP-BSD MEDD-AGEE	1-juillet
Elaboration et transmission d'une première version du manuel de procédure de l'AGEE	UGP-BSD MEDD-AGEE	30-Septembre
Prise en considération des commentaires de la BM dans le processus de finalisation des textes réglementaires relatifs aux évaluations environnementales	SG/MEDD-AGEE	15-mai
Engage un échange avec les experts du projet COMBO+ pour identifier les complémentarités pour le développement des méthodes relatives aux impacts résiduels et au dimensionnement des opérations de compensation	SG/MEDD-AGEE	30-mai
Mise en œuvre effective du Programme d'inspection E&S 2023 de l'AGEE et transmission du premier rapport d'inspections	UGP-BSD MEDD-AGEE	30-avril
Transmission de la planification des Programmes d'inspection E&S avant leur date de démarrage	UGP-BSD MEDD-AGEE	Continu
Elaboration et transmission du programme de mise en conformité des entreprises à travers une planification de l'ensemble des inspections E&S à engager en 2023-2024	SG/MEDD-AGEE	30-juin

Finalisation des processus d'acquisition des équipements techniques et matériels roulants	UGP-BSD MEDD	30-juin
Approbation par les autorités du processus de sélection du responsable financier AGEE et son recrutement	SG/MEDD-AGEE	15-avril
Suivi du recrutement de l'expertise pour le développement d'une base de données sur les EE par la GIZ puis cadrage de l'AT AGEE pour accompagner son paramétrage et son utilisation	UGP-BSD MEDD-AGEE	Continu
C1.3. Renforcement des capacités opérationnelles et coordination des activités		
Finalisation du recrutement du bureau d'étude pour l'élaboration des stratégies de communication	UGP-service com MEDD-AGEE-OGPNRF	15-juin
Implication active de l'équipe du branding national pour une contribution au cadrage de l'élaboration de la stratégie de communication y compris le développement d'une identité visuelle pour le nouveau réseau des aires protégées de Guinée	service com MEDD-OGPNRF – équipe "Branding Guinée"	15-mai
Finalisation du recrutement du bureau d'étude pour l'élaboration du programme de formation	UGP-BSD MEDD	15-juin
Elaboration et transmission d'une première version du manuel de procédure du MEDD prenant en considération la rationalisation en cours des EPAs et leurs liens fonctionnels avec les Directions et services d'appuis	UGP-SG&BSD MEDD	30-juin
Mise à disposition des frais opérationnels pour le SG et le BSD pour assurer une coordination active	UGP-SG&BSD MEDD	30-avril
C.2. Gestion des aires protégées dans des zones ciblées		
Lancement de la demande de proposition pour le recrutement de l'AT OGPNNRF	UGP-BSD MEDD-OGPNRF	30-avril
Transmission du PV de sélection de l'AT OGPNNRF		15-mai
Elaboration et transmission d'une première version du manuel de procédure de l'OGPNRF		30-sept
Réalisation de la formation des 120 écogardes avec l'appui de WCF		30-mai
Finalisation et transmission des TdRs pour la réalisation de l'ESES pour la réforme du réseau d'aires protégées de Guinée et inscription PTBA /PPM		30-avril
Transmission d'une planification et des termes de références pour l'organisation des ateliers de consultations pour la refonte du réseau d'aires protégées prévus dans la feuille de route		31 mai
Compilation active et mise en ligne des données relatives à la biodiversité et aux écosystèmes pour le processus de refonte du réseau d'aires protégées	CNSOE-OGPNRF	Continu
Approbation par les autorités du processus de sélection du responsable financier OGPNNRF et son recrutement	SG/MEDD-AGEE	15-avril
C2.2. Infrastructures, équipements et aménagements		
Signature du contrat de la prestation d'architecte pour l'élaboration du DAO pour la construction du siège de l'OGPNRF et de l'AGEE	UGP-BSD MEDD-AGEE-OGPNRF	30 avril
Lancement de l'AO pour le matériel technique (conservateurs de la nature + EE/LAE)		15-avril
Finalisation du processus d'acquisition des véhicules (réception)		30-juillet
Finalisation des spécifications techniques du matériel flottant.		15 mai
C2.3. Gestion participative et adaptative des aires protégées		
Mise en œuvre des Plans de Travail Budgétisés pour la gestion des APs cibles suite à la NO de la BM	UGP-BSD MEDD- -OGPNRF-BM	Continu
Transmission, d'une version mise à jour des TdRs, pour la mise en œuvre de missions de supervision régulières des activités des APs par l'OGPNRF Central pour l'année 2023	UGP-BSD MEDD- -OGPNRF	30-avril
Intégration dans le manuel de procédure de l'OGPNRF des modalités d'implication des Comités communaux dans la planification de la gestion des aires protégées.	OGPNRF-ANAFIC	30-sept
C2.4. Possibilités alternatives de développement local et d'activités génératrices de revenus		
Elaboration par l'OGPNRF avec l'appui du spécialiste en développement social de l'UGP et la transmission des TdRs pour le recrutement d'ONG spécialisées pour accompagner le développement d'activités alternatives génératrices de revenus (AGR) en périphérie des aires protégées ciblées	UGP-BSD MEDD-OGPNRF	15-mai
Mobilisation de GIE pour la réalisation des petits travaux d'entretiens des APs	UGP-BSD MEDD-OGPNRF	30-mai
Composante D. Gestion de Projet		
Finalisation et transmission des TdRs du coordonnateur adjoint des activités MEDD	UGP-SG&BSD MEDD	10-avril
Recrutement du coordonnateur adjoint des activités MEDD	UGP-SG&BSD MEDD	15-mai

Mobilisation de 5 stagiaires en appui à l'UGP (PM, FM, S&E, gestion environnementale et développement social)	UGP	15-mai
Délocalisation des personnels dédiés à la composante MEDD du projet dans ses bureaux	UGP-BSD MEDD	1-mai
Conditions juridiques datées		
Transmission de l'évaluation de la mise en œuvre du « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier »	UGP	15-avril
Suivi & évaluation		
Transmettre avant chaque mission une mise à jour du Cadre de résultat à date et pour l'année précédente	UGP	Continu
Mettre en place un réseau des points focaux en charge du S&E dans les différentes agences d'exécution	UGP	30-avril
Gestion financière		
Correction de l'écart entre le montant issu du PTBA 2023 et celui issu de l'état d'exécution budgétaire	UGP	30-avril
Mise à jour de la comptabilité dans le logiciel comptable	UGP	15-avril
Démarrage de la mission de l'auditeur externe	UGP	15-avril
Finalisation et transmission de l'audit externe 2021	UGP	Dès disponibilité
Finalisation et transmission de l'audit externe 2022	UGP	30-juin
Mise en place de systèmes robustes et simplifiés pour le transfert des frais opérationnels	UGP	30-mai
Transmission d'un point détaillé sur la situation des fonds de contrepartie	UGP	30-avril
Passation des marchés		
Recrutement du consultant sénior à court terme spécialisé en PM	UGP	15-mai
Changement de la méthode de sélection activités géoscience et construction bases vie du MMG et éventuellement mise à jour de la PPSD	UGP	30-mai
Elaboration systématique d'un rapport de suivi mensuel de la passation des marchés qui devra être transmis à l'équipe de la Banque	UGP	Continu
Célérité dans la conduite des processus de passation des marchés y compris la facilitation de l'organisation des réunions des Comités de sélection en défrayant les membres	UGP	Continu
Mise à jour immédiate de toutes les informations dans STEP pour faciliter la mission de revue à posteriori de la Banque prévue en avril 2023.	UGP	Continu
Cadre E&S		
Participation de l'AGEE de façon permanente à la production des rapports trimestriels, l'harmonisation des rapports E&S et l'adaptation du canevas en vue de suivre l'avancement de la mise en œuvre des recommandations des missions de la BM et d'assurer le suivi de la mise œuvre des mesures du PEES	UGP-AGEE	Continu
Intégration des conclusions et recommandations de l'évaluation du système de gestion E&S national en tant qu'élément de la demande de proposition de l'assistance technique à l'AGEE	UGP	31-mai
Finalisation des EIES des aires protégées suite à la revue de l'UGP et de la BM	UGP	31-mai
Signature du protocole d'accord avec l'ANAFIC	UGP	15-mai
Production d'un plan d'action pour l'opérationnalisation du MGP et du PEPP	UGP	15-mai

Liste des annexes

Annexe 1 - Liste des participants

Annexe 2 - Figures de décaissement du projet - US\$ (situation fin février 2023)

Annexe 3 - Etat d'avancement détaillé de la mise en œuvre des composantes

Annexe 4 - Feuille de route pour la refonte du réseau d'aires protégées de Guinée

Annexe 5 – Cadre de résultat du Projet mis à jour pour l'année 2022

Annexe 6 – Sauvegardes E&S

Annexe 7 – Bilan de l'exécution des actions convenues au cours de la mission de juillet 2022

Annexe 7 - Liste des participants

Nom	Service	Fonction
CNT		
Bangaly Chérif	CNT	Membre
Primature		
Théa Fassou	Primature	Conseiller environnement et assainissement
Ministère de l'économie et des finances		
Alhassane Hamzatta Chérif	MEF-Direction nationale des prévisions économique et de la conjoncture	PF CC
Moulaye Touré	MEF-Direction nationale des investissements publics	
Ministère du Plan et de la coopération internationale		
Péma Guilavogui	MPCI	Conseiller principal
Ministère de l'environnement et du développement durable		
Hadja Safiatou Diallo	MEDD	Ministre
Karim Samoura	MEDD-SG	SG
Aly Traore	MEDD-Cabinet	Chef de cabinet
Seydou Bari Sidibe	MEDD-Cabinet	Conseiller principal
Cyril Aboly	MEDD-Cabinet	Conseiller Juridique
Kadiatou Dalein Diallo	MEDD-Bureau de stratégie et développement (BSD)	DG
Yonga Doré	MEDD-BSD	DGA
Alphadio Gueme Balde	MEDD-BSD	Chargé d'étude
Ibrahima Sory Cissé	MEDD-Direction nationale des pollutions, nuisances et changements climatiques (DNPNC)	DN
Oumou Doumbouya	MEDD-DNPNC	DNA
Sékou Fodé Camara	MEDD-DNPNC	Point focal CDN
Aissatou Diakité	MEDD-DNPNC	Chargé d'étude
Adama Diabate	MEDD-DNPNC	PF atténuation
Saidou Doumbouya	Comité national changement climatique (CNCC)	SE
Sidiki Camara	MEDD-C/SNCC	
Mohamed Fofana	MEDD-Direction nationale des forêts et de la faune (DNFF)	DN
Alpha Illas Diallo	MEDD-DNFF	DNA
Mohamed Alass Sylla	MEDD-Centre nationale de suivi et d'observation environnementale (CNSOE)	DN
Alpha Oumar Bah	MEDD-CNSOE	DNA
Biliga Koivogui	MEDD - Service genre	PF Genre et CC
Mouloukou Souleymane Sidibé	MEDD-Agence guinéenne d'évaluation environnementale (AGEE)	DG
Jérôme Kpogomou	MEDD-AGEE	DGA
Marthe Finda Kamano	MEDD-AGEE	Chargée d'études, Sociologue
Ernest Gbamou Lama	MEDD-AGEE	Chargé d'étude
Aboubacar Kaba	MEDD-Laboratoire d'analyse environnementale	Directeur
Aboubacar Samoura	MEDD-Office guinéen des parcs nationaux et réserves de faune (OGPNRF)	DG
Watta Camara	MEDD-OGPNRF	DGA
Mamadou Alimou Barry	MEDD-OGPNRF	Chargé de programmes
Sékou Kourouma	MEDD-OGPNRF	Chef de département aménagement
Mamady Tounkara	MEDD-OGPNRF	
Fodé Touré	MEDD-Fonds pour l'environnement et le capital naturel (FECAN)	DG
Ibrahima Ciré Cissé	MEDD-FECAN	Responsable recouvrement, taxes et redevances
Amadou Balde	MEDD-Passation des Marchés	PRMP
Pierre Lamah	MEDD-Autorité nationale désignée -fonds vert climat	SE

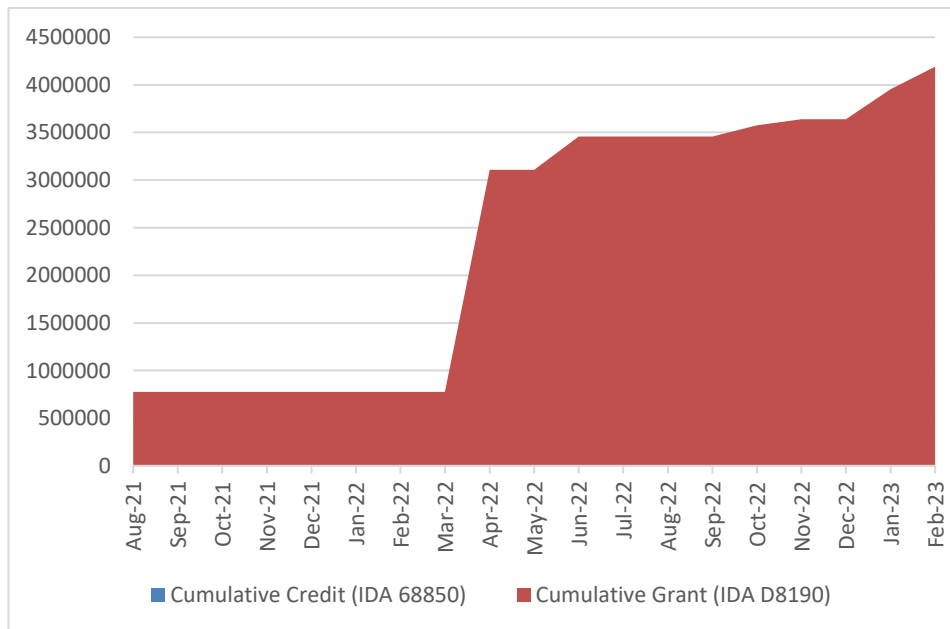
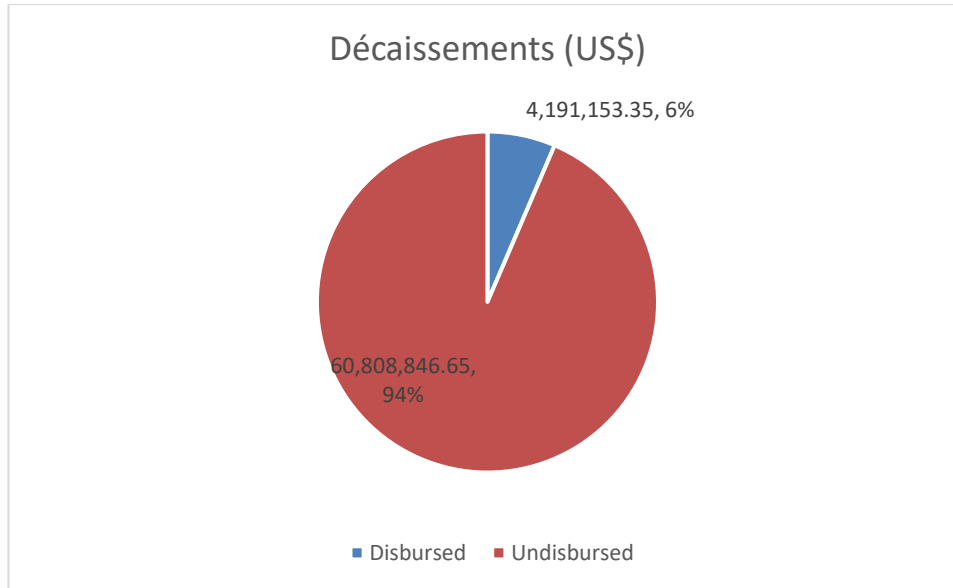
Lamayou Camara	MEDD-Centre national de protection du milieu marin et des zones côtières (CNPMZC)	DG
Alpha Ibrahima Baldé	MEDD-CNPMZC	DGA
Mama Adama Keita	MEDD-Service communication	Cheffe service
Kadiatou Camara	MEDD-Service communication	
Abdourahamane Mardjou	MEDD-Service communication	Assistant
Mamadou Diallo	MEDD	PF désertification
Lanciné Magassouba	MEDD	Chargé d'étude
Fodé Soumah	MEDD	Chargé d'étude
Ministère de mines et de la géologie		
M. Moussa Magassouba	MMG	Ministre
Bachir Camara	MMG-Cabinet	SG
Saidou Bimbirinko Barry	MMG-Bureau de stratégie et de développement	DG
Joseph Siba Dopavogui	MMG-Direction nationale de la géologie	DG
Alsény Bangoura	MMG-Service de coopération et investissements miniers	DG
Ousmane Kaba	MMG-Direction nationale des mines	DG
Kaba Laye Diallo	MMG-Direction nationale des mines	Ingénieur
Mamadou Hady Barry	MMG-Centre Géophysique et sismologie	DG
Moussa Nimaga	MMG-Bureau des Evaluateurs Quantités et Qualités	DG
Lansana Donzo	MMG-Bureau des Evaluateurs Quantités et Qualités	DGA
Wodia Magassouba	MMG-Laboratoire National de la Géologie	DG
Raphael Gnambalamou	MMG-CPDM	DGA
Souaibou Camara	MMG-Guichet Unique	Coordonnateur
Saidou Sampil	MMG-Service des affaires juridiques	DG
Daouda Diakité	MMG-Direction Nationale de la Géologie	DGA
Karamo Sidiki Konate	Fonds d'Investissement Minier	DGA
Hadja Nounkoumba Cisse	MMG-Service Genre	Cheffe Service Genre
Ibrahima Sory Soumah	MMG- Service des Relations Communautaires et du Contenu Local	Chef Division
Ministère des pêches et de l'économie maritime		
Charlotte Daffé	MPEM	Ministre
Amara Kaba	MPEM-Secrétariat général	SG
Mohamed Lamine Camara	MPEM-Bureau de stratégie et de développement	DG
Jannette Léo Lamah	MPEM-BSD	DGA
Mohamed Fatoumata Sidibé	MPEM-BSD	
Tafse Diallo	MPEM-CJ	
Diallo Alpha Oumar Solokane	MPEM-DNAP	
Balde Mamadou Oury	MPEM-DNAP	
Dioumessy Ahmadou	MPEM-ONSPA	
Bodié Boubacar Baldé	MPEM-DNPM	
Mamady Kaba	MPEM-DNPM	
Mamady Cissé	MPEM-DNEM	
Mamadou Saliou Barry	MPEM-DNPC	
Lamine Kaba	MPEM-ONSPA	
Kourouma Kandas Sidiki	MPEM-DNAP	
Abdoulaye Sylla	MPEM-Inspection générale	
Mohamed Lamine Diané	MPEM-Direction nationale des pêches maritimes	
Sidiki Keita	MPEM-ANAG	
Ibrahima Sory Molota	MPEM-DNPC	
Louis Kamano	MPEM-DNPC	
Mohamed Soumah	Centre national des Sciences Halieutiques de Boussoua	
Ministère de l'Agriculture et de l'élevage		
Mamoudou Nagnalen Barry	MAE	Ministre
Abdourahamane Sow	MAE-CEF	
Pierre Kamano	MAE-Bureau de stratégie et de développement (BSD)	

Dr. Aboubacar Camara	MAE-BSD	
Ed Sidibé Toumany	MAE-BSD	
Baldé Alpha Oumar	MAE-DNS	
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation		
Kamba Sylla	ANAFIC	Responsable Social
Ministère du Commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises		
Sarah Kone	MCIPME	Cheffe de division - PF CC
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle		
Dianiou Balde	METFPE	Point focal CC
Ministre des Infrastructures et des Transports		
Finou Diawara	MIT-Agence nationale de la météo	DGA
Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens établie à l'étranger		
Abdourahim Barry	MAEIAGE	Chef section ONU PF CC
Autres parties prenantes		
Raymond Lataste	UE	Chargé de programmes
Timothee Ourbak	AFD	Responsable accord de Paris
Florence Rabezandriantosa	Ambassade de France	Chargée de mission coopération technique
Amadou Souare	Chambre des mines de Guinée	Coordonnateur Réseau Environnement Bauxite
Mohamed Sougoule	MERCOM	
Moustapha Ibrahima Camara	AMSP	Chef de Projets
Seraphin Gbamou	AMSP	Directeur Exécutif
Ismael Balde	ONG JAG	Directeur Exécutif
Mariama Bah	ONG JAG	Comptable
Aissatou Barry	CEADED	Directeur Exécutif
Ibrahima Sory Camara	Action Mines	Responsable Projets
Amara Kindia Soumah	CECI	CECI
Bintou Kouyate	APRODI	Présidente
Mamadou Lamarana Barry	PCQVP-G	Assistant
Saifoulaye Balde	Bureau de sous-traitance et de partenariat (BSTP)	DG
Djibril Sano	BSTP	
Adama Iewo Diakité	Climate Technologie center and network (CTCN)	Point focal
Amrei Von Hase	Wildlife Conservation Society	Coordonnatrice Projet Combo
Nicolas Roques	Biotope	Directeur international
Marine Marc	Biotope	Directrice Guinée
Mamadou Sangare	Biotope	Directeur adjoint Guinée
Suzanne Cotillon	Biotope	Projet Combo
Benjamin Landreau	Biotope	Consultant
Anne Raimat	Climate Chance	Directrice Biodiversité
Laura Goudrias	Climate Chance	Chargée de Programmes
Pacifique Wimana Kizila	Wild Chimpanzee Foundation	Directeur pays
Mamadou Saliou Diallo	Guinée écologie	Conseiller technique principal
Mamadou Diawara	Guinée écologie	Coordinateur
Abdoulaye Diallo	Guinée écologie	Assistant coordinateur
Mariama Savane	Guinée écologie	Chargée de programmes
Mamadou Diakité	Green Transformation	Membre
Mohamed Kaloga	Green Transformation	Assistant de projet
Soua Martin Yaradoumo	Guinée verte	Responsable aff. Exterieur
Fatoumata Diallo	Fonds Monétaire International - FMI	Economiste
Mamadou Tanou Diallo	FAO	Chargé de programmes
Aissatou Ousman Baldé	PAM	Associée aux partenariats
		Chargé de Programme Environnement et Développement Durable
Mamadou Cire Camara	PNUD	

Aboubacar Youla	PNUD	Expert Changements climatiques
Sékou Magassouba	Herbier National	Directeur
Martin Cheek	Kew Royal Botanical Gardens	Chercheur
Charlotte Couch	Kew Royal Botanical Gardens	Chercheur
Yves Fermon	Aimara	Ichtyologue
Abdoulaye Soumah	Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE)	ITIE Guinée
Genevieve Campbell	Lead IUCN SSC PSG SGA ARRC (Avoid, Reduce, Restore and Conserve) Task Force, senior associate with Re:wild	Directrice / associé senior Re:wild
Tatyana Humle	Commission de l'UICN pour la Sauvegarde des espèces -Groupe de spécialiste des primates – section grands singes – Task force ARRC (Avoid, Reduce, Restore and Conserve)	Coordinatrice / associé senior Re:wild
Mamadou Diaby	ITIE	DE
Sekou Amadou Drame	ITIE	Comptable
Mohamed Lamine Sidibe	Observatoire Guinéen des Mines et Métaux	Consultant
Harry Nevard	Rio Tinto	Directeur biodiversité
Michaela Ilie	Rio Tinto	DG HSE
Theresia Ott	Rio Tinto	Chef global NBS
David Hamilton	Rio Tinto-SIMFER	Gestionnaire senior en environnement
Dantily Diakite	Rio Tinto	Consultant
Jonty Knox	Rio Tinto	Practice Lead, Natural Environment
Jamison Sulter	SMFG	
Aissatou Diallo	Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG)	Présidente du Réseau environnement bauxite
Ousmane Tounkara	Winning Consortium Simandou (WCS)	
Sebastien Regnault	MBOP Offset GAC/CBG	Moyen Bafing Offset Manager
Unité de gestion du Projet		
Sory Kouyaté	UGP-PGRNME	Coordonnateur
Madeleine Sylla	UGP-PGRNME	Assistante Administrative
Thierno Abdoul Diallo	UGP-PGRNME	Responsable en suivi & évaluation
Boubacar Soumah	UGP-PGRNME	Spécialiste en passation des marchés
Fatoumata Hassanatou Bah	UGP-PGRNME	Analyste en PM
Alpha Amadou Saikou Diallo	UGP-PGRNME	Spécialiste en Environnement
Mamadou Doumbouya	UGP-PGRNME	Spécialiste en développement social et genre
Alpha Madiou Barry	UGP-PGRNME	Responsable administratif et financier
Sidy Mohamed Touré	UGP-PGRNME	Auditeur interne
Kadiatou Kandora Camara	UGP-PGRNME	Comptable en chef
Fatoumata Amara Camara	UGP-PGRNME	Comptable
Groupe Banque mondiale		
Ellysar Baroudy	Banque mondiale	Spécialiste en chef en gestion des ressources naturelles
Boubacar Bocoum	Banque mondiale	Spécialiste en chef en Mines
Idriss Deffry	Banque mondiale	Spécialiste en environnement
Mariama Altine Mahamane	Banque mondiale	Economiste principale en agriculture
Jeanne Coulibaly	Banque mondiale	Economiste principale en agriculture
Aissatou Ouedraogo	Banque mondiale	Economiste
Nina Inamahoro	Banque mondiale	Spécialiste des opérations
Cherif Diallo,	Banque mondiale	Consultant mines
Laurent Granier	Banque mondiale	Spécialiste principal en environnement

Boulei Toure	Banque mondiale	Economiste
Tahirou Kalam	Banque mondiale	Spécialiste principal en gestion financière
Fatoumata Touré	Banque mondiale	Spécialiste en gestion financière
Koulako Camara	Banque mondiale	Spécialiste en passation des marchés
Gisele Belem	Banque mondiale	Spécialiste principale en développement social
Mamady Kobele Keita	Banque mondiale	Spécialiste en environnement
Sarah Jung	Banque mondiale	Spécialiste en environnement
Francois Henry	Banque mondiale	Consultant en ressources halieutiques
Cédric Sépulcre	Banque mondiale	Consultant en gestion des ressources naturelles
Aurélié Shapiro	Banque mondiale	Consultante spécialiste en observation de la terre
Matthieu Wemaere	Banque mondiale	Consultant juriste en CC
John Drexhage	Banque mondiale	Consultant en CC et secteur minier
Vanessa Laubin	Banque mondiale	Consultante en CC
Thierno Hamidou Diallo	Banque mondiale	Analyste des opérations
Mamadou Diallo	Banque mondiale	Chargé des opérations
Racky Camara	Banque mondiale	Assistante de programme
Roland Yameogo	Société financière international (IFC)	Représentant résident
Naomi Campbell	Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)	Spécialiste en développement E&S

Annexe 2 – Situation des décaissements fin février 2023



Annexe 3 – Etat d’avancement détaillé de la mise en œuvre des composantes

Composante A. Amélioration du cadre institutionnel des secteurs minier et environnemental

Sous-composante A1. Coordination des stratégies et réglementations minières et environnementales

A1.1. Évaluation et harmonisation coordonnées des réglementations minières, environnementales et des ressources naturelles

1. La mobilisation de l’assistance juridique¹⁶ nécessaire pour consolider les réformes dans le secteur de l’environnement prévue en 2022 a été repoussé en 2023¹⁷ (elle comprend : (i) la préparation du Code de gestion et de financement des aires protégées (AP), du Code de l’assainissement et l’élaboration des textes d’applications liés, (ii) l’actualisation du Code de l’eau et l’élaboration des textes d’applications, (iii) l’élaboration de textes d’application du Code de l’environnement et du Code forestier, et (iv) l’organisation des formations aux nouveaux textes réglementaires pour les principales parties prenantes).

2. Suite à l’élaboration du « Référentiel national pour la réinstallation des populations impactées par les projets publics et privés en République de Guinée » avec l’appui de la GIZ, un atelier national de validation s’est tenu les 28 et 29 juillet 2022 à Kindia avec la participation de 50 représentants des communautés, des collectivités locales, de l’administration, des OSC et de l’UGP. La prochaine étape prévue par le gouvernement est l’élaboration de textes pour la mise en application de ce référentiel. La Banque mondiale a engagé une revue de ce texte pour fournir des commentaires avant l’élaboration des textes.

3. *La mission recommande : (i) la mobilisation du cabinet pour l’appui juridique dans le secteur de l’environnement, (ii) La mise en place d’un système de suivi coordonné par le Conseiller juridique du MEDD et impliquant l’ensemble des départements concernés par les réformes et l’ensemble des partenaires évoluant dans ce secteur et (iii) l’intégration des commentaires de la Banque mondiale dans le référentiel national pour la réinstallation des populations impactées par les Projets Publics et privés en République de Guinée avant l’élaboration des textes réglementaires associés.*

A1.2. Cadre de suivi de l’Etude stratégique environnementale et sociale-ESES (MMG)

4. En 2016, le Gouvernement de la République de Guinée a préparé une ESES pour évaluer les risques et les impacts E&S des réglementations et politiques minières. L’étude a fourni un ensemble complet d’actions pour améliorer la gouvernance Environnementale et Sociale (E&S) dans le secteur minier défini dans le « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier »¹⁸. L’évaluation des progrès réalisés pour la mise en œuvre des activités du Cadre directeur¹⁹ qui devait démarrer au cours du troisième trimestre 2022 a finalement démarrée à la mi-décembre 2022 avec la mobilisation du bureau Land Ressources S.A.R.L et devrait être finalisée au cours du mois d’avril

¹⁶ GN-PGRNME-300939-CS-CQS / Préparation des Codes et Textes d’application (Code de l’environnement, Code des Aires Protégées, Code de l’eau, Code forestier, Code de la faune et de la réglementation de la chasse) et formation des principaux acteurs (magistrat, police, société civile...)

¹⁷ AMI lancée fin août 2022 et rapport d’évaluation soumis à la DNCMP le 27 décembre 2022.

¹⁸ Cadre directeur pour une meilleure gouvernance E&S dans le secteur minier

¹⁹ GN-PGRNME - MINES-245331-CS-QCBS / Recrutement d’un cabinet/Bureau d’Etudes pour réaliser l’évaluation de la mise en œuvre de l’ESES : AMI publié le 2 août 2021, PV signé le 28 juin 2022, Contrat signé le 27 juillet 2022 et approuvé par le MMG le 4 novembre 2022, ordre de service transmis au cabinet le 5 décembre pour un démarrage fixé le 12 décembre 2022.

2023 (cette évaluation est une condition datée due du Projet). Les premières conclusions ont-été présentées au cours de la mission montrant un faible niveau de mise en œuvre des activités prévues dans le Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier (moins de 20% des mesures prévues auraient été engagées) ce qui implique des manquements importants dans la gestion E&S du secteur minier et en conséquence une importante marge de progression.

5. *La mission recommande : (i) la prise en considération dans les recommandations de l'évaluation des différentes activités prévues dans le Projet pour le renforcement des capacités de l'AGEE pour faciliter leur cadrage avant de les mettre en œuvre (manuel de procédure AGE, AT AGE, réformes règlementaires...), (ii) la transmission du rapport provisoire, (iii) la constitution d'un Comité de revue des résultats de l'évaluation impliquant la Commission néerlandaise pour les évaluations environnementale (CNEE) et les équipes de la Banque mondiale ainsi que (iv) l'organisation d'un atelier national pour la présentation des résultats de l'évaluation impliquant les différentes parties prenantes y compris les départements ministériels impliqués, les OSC ainsi que des représentants du secteur privé.*

Sous-composante A2. Outils pour améliorer la coordination de l'exploitation minière et de l'environnement

A2.1. Processus de planification intersectorielle de l'utilisation des terres (MEDD)

6. La planification intersectorielle de l'utilisation des terres en Guinée est un processus sur le long terme qu'il est envisagé de mettre en œuvre d'une manière graduelle. La zone côtière ayant d'importants enjeux multisectoriels et de récentes études ayant permis de disposer d'importants jeux de données actualisés (y compris dans le cadre du programme PROBLUE) apparaît comme étant prioritaire dans le processus d'aménagement du territoire. Suite à leur élaboration puis revue par le CEREMA²⁰ et de l'Union Internationale pour la Conservation de la nature (UICN) mobilisée dans le cadre du Programme WACA²¹, les TdRs pour la mobilisation d'une assistance technique pour l'élaboration du Plan de gestion intégrée de la zone marine et côtière (PGIZMC) ont été validés au cours d'un atelier les 26 et 27 novembre 2022. Ce dernier a permis de rassembler l'ensemble des parties prenantes pertinentes du développement de l'économie bleue en Guinée. Le processus de mobilisation de l'expertise est en cours²² et il est prévu que l'étude démarre au cours du deuxième trimestre 2023.

7. La mission a également permis de confirmer que plusieurs activités engagées allaient contribuer au développement des systèmes d'informations de chacun des ministères devant faciliter le processus d'aménagement du territoire : (i) dans le cadre de la Composante B1.2 avec la mise à jour du cadastre minier et le développement du système d'information géologique et minière, (ii) dans le cadre de la Composante B2.1. avec l'élaboration des schémas directeurs des villes de Boké, Kamsar, Kolabounyi et Sangarédi, (iii) dans le cadre de la composante C1.1 avec le développement du système d'information du Centre National de Surveillance et d'Observations Environnementales (CNSOE), (iv) dans le cadre de la Composante C2.1 avec un appui au processus de refonte du réseau d'aires protégées de Guinée (cartographie, délimitations) et (v) dans le cadre du PMI avec l'appui à la mise en place d'un système national de suivi des forêts et des changements d'usage des sols.

²⁰ Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

²¹ <https://www.wacaprogram.org/fr>

²² GN-PGRNME-297253-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration du Plan de Gestion Intégrée de la zone marine et côtière (PGIZMC)

8. *La mission recommande : (i) la transmission du rapport d'évaluation de l'assistance pour l'élaboration du PGIZMC pour avis technique, (ii) le démarrage de l'étude au cours du deuxième trimestre 2023, (iii) la mise en place du Comité Interministériel, sous la coordination technique du Centre National de Protection du Milieu Marin et des Zones Côtières, en charge du suivi de l'étude*

A2.2. Mécanisme de financement durable de la conservation, de l'atténuation et de la compensation des impacts du secteur minier (MEDD)

9. La mission a eu l'occasion de participer à la première réunion du Comité de suivi de la mise en place de la Fondation²³ établie par arrêté fin janvier 2023 et comprenant des représentants du Fonds d'Investissement Minier, du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), du Ministère de l'Aménagement du Territoire (MAT), de l'OGPNRF et de la société civile nationale et internationale (Guinée Ecologie et Wild Chimpanzee Foundation). Au cours de cette première réunion, d'autres parties prenantes clés ont également été conviées et ont participé activement aux travaux y compris le représentant de la Primature, le représentant résident de la Société Financière Internationale (SFI), des représentants de l'entreprise Rio-Tinto / SIMFER ainsi que le Coordonnateur du projet de compensation de la biodiversité du Moyen-Bafing des entreprises GAC et CBG.

10. Cette première réunion animée par le bureau d'étude Biotope en charge de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un mécanisme de financement durable pour les aires protégées²⁴, a permis à la fois (i) de rappeler les principaux concepts et le processus ayant abouti à la décision de créer un fonds fiduciaire pour la conservation, (ii) d'avoir un retour d'expérience de la Fondation des parcs et réserves de la Côte d'Ivoire (FPRCI) et (iii) de définir conjointement une vision, un objectif et un nom pour ce fonds fiduciaire ainsi que les principaux paramètres de ses statuts. Il a été décidé qu'une feuille de route de 18 mois pour sa création serait développée d'ici la mi-avril 2023 et que les éléments pour sa mise en œuvre seraient disponibles²⁵.

11. Le MEDD a souligné toute l'importance qu'il portait à la création de ce fonds fiduciaire le plus rapidement possible pour accompagner le processus de refonte de son réseau d'aires protégées et sa gestion durable mais également pour rationaliser les opérations de compensation des dommages sur la biodiversité en cours (Moyen-Bafing) et en cours de design autour de nouvelles opérations minières comme celle de la mine de Simandou et de ses infrastructures associées (opportunités de compensation dans les parcs nationaux de Pic de Fon-Mont Béro et Pincelly – Soyah).

12. Au cours de cet atelier, la possibilité d'utiliser ce véhicule financier pour le financement à long terme du parc national du Moyen-Bafing à travers une capitalisation d'un montant estimatif de US\$20 millions issue de l'opération de compensation de GAC & CBG a été discuté et constitue une option privilégiée si le design de ce fonds fiduciaire pour la conservation et sa vitesse de création sont adaptées.

²³ Le Comité de suivi de la mise en place de la Fondation a été établie par l'arrêté A/2023/755/MEDD/CAB/SGG du 06 mars 2023

²⁴ GN-PGRNME-149709-CS-QBS / Recrutement d'un cabinet pour l'assistance au développement d'un mécanisme de financement durable pour les aires protégées et l'environnement : Reprise de la mission en novembre 2022 pour une durée d'exécution de 7 mois suite à la signature d'un avenant portant sur la prorogation du délai d'exécution signé le 12 octobre 2022.

²⁵ Y compris TdRs pour le recrutement d'un cabinet pour une expertise juridique pour la création de la fondation (GN-PGRNME-298169-CS-QBS), TdRs pour le personnel de la direction exécutive, draft de statuts, profils pour les membres du CA, identification des besoins en financement

13. D'autres opportunités de capitalisation de ce fonds ont été discutées notamment (i) la mobilisation d'une partie des allocations STAR du GEF8²⁶, (ii) explorer d'autres opportunités offertes par le GEF comme le Programme Global de Financement Mixte, (iii) l'initiation d'un dialogue avec les partenaires traditionnels investissant dans des mécanismes similaires dans la région notamment les coopérations françaises et allemandes.

14. *La mission recommande : (i) la finalisation et la transmission de la feuille de route pour la création de la Fondation et de ses éléments de mise en œuvre, (ii) la transmission de TdRs pour l'organisation d'un voyage d'études sur le fonctionnement de la FPRCI et ses liens avec l'OIPR en Côte d'Ivoire, (iii) la mobilisation d'une expertise pour accompagner la mise en œuvre de la feuille de route.*

A2.3. Contribution aux systèmes de surveillance de l'eau pour l'exploitation minière et la gestion des ressources naturelles dans les zones stratégiques (MMG)

15. La mission a permis de confirmer que le processus d'installation d'un réseau de piézomètres dans la région de Boké prévu dans le PTBA était toujours conditionné à la mobilisation de l'assistance technique pour la mise en œuvre des contrats de géosciences prévue dans la composante B1.2²⁷.

16. La mission recommande : (i) la finalisation des TdRs pour l'étude diagnostic pour l'installation de piézomètre dans la région de Boké par le consultant individuel et (ii) le recrutement de l'assistance technique pour l'appui à la mise en œuvre des contrats de géosciences²⁸

Sous-composante A3. Renforcement de la contribution de la Guinée au processus de lutte contre les changements climatiques (MEDD)

17. La mission a permis de féliciter la Guinée pour sa participation active à la COP 27 de Sharm-el-Sheikh ayant permis de présenter activement ses plans d'investissements et de partenariats pour la mise en œuvre de sa CDN aux principaux partenaires internationaux y compris le *NDC Partnership*. Une réunion fructueuse s'est également déroulée avec le Directeur Afrique développement durable de la Banque mondiale et la Ministre du MEDD. Le MEDD a remercié la Banque mondiale notamment pour la mise à disposition d'un appui technique en appui aux négociations au cours de la COP.

18. La mission a permis d'échanger sur le processus d'optimisation du montage institutionnel national pour assurer un suivi des engagements et investissements dans la CDN et se préparer à l'opérationnalisation de l'article 6 de la déclaration de Paris. Il est envisagé d'ancrer le Comité national sur les changements climatiques (CNCC) à la Primature et de placer son secrétariat au MEDD.

²⁶ le PNUD est une des agences d'exécution choisie par le MEDD et envisage son investissement pour la conservation, l'aménagement et la gestion sur le long terme du Parc national de Diwassi dans le cadre de la refonte du réseau d'aires protégées de Guinée.

²⁷ Le recrutement d'un consultant individuel pour appui ponctuel au MMG a été réalisé (demande de proposition faite au consultant le 12 décembre 2022 pour un dépôt des offres fixé le 27 décembre 2022.

²⁸ Le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêts a été signé le 7 juillet 2022. La demande de proposition a été transmise aux cabinets retenus sur la liste restreinte le 10 novembre 2022 pour une remise des offres fixée au 20 décembre 2022. Pour des raisons de calendriers, la date de remise a été reportée au 6 février 2023.

19. Le MEDD a confirmé au cours de la mission sa volonté d'utiliser le système de mesure, notification et vérification intégré (SMNV-I) et son accord à signer le protocole proposé avec la Banque mondiale relatif à ses conditions d'utilisations.

20. Le MEDD a informé la mission qu'il comptait utiliser les financements du Projet pour organiser une série d'ateliers pour valider les plans d'actions sectoriels sur les changements climatiques.

21. La Guinée a soumis une expression d'intérêt le 29 avril 2021 au Partenariat pour la mise en œuvre des marchés carbone (*Partnership for Market Implementation – PMI*)²⁹ validé le 27 juillet 2022. La Guinée a préparé un plan d'appui à la préparation au marchés carbone qu'elle a soumis au secrétariat du PMI en septembre 2022. Le Secrétariat du PMI a validé son financement à hauteur de US\$ 2millions. L'atelier pour le lancement des activités du plan d'appui à la préparation a été organisé le vendredi 10 mars 2023 en présence de l'ensemble des points focaux climat sectoriels des différents Ministères impliqués dans la mise en œuvre de la CDN, du secteur privé y compris minier, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Les discussions ont permis de confirmer avec les parties prenantes les activités qui seront menées dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'appui à la préparation PMI y compris : (i) la mobilisation d'expertise en appui à la mise en place de l'infrastructure climatique (cadre règlementaire, cadre institutionnel, SMNV-I, registre des initiatives), et explorer les opportunités de la Guinée pour accéder aux marchés carbone (ii) dans le secteur forestier avec l'appui au développement d'un système de suivi des forêts et du changement d'usage des sols et de la biomasse lié et son intégration au SMNV-I (iii) dans le secteur extractif avec la faisabilité de développement d'un marché domestique auprès des grands exploitants de bauxite et de fer et l'intégration d'un système harmonisé de suivi des GES à l'échelle des opérations /entreprises et du SMNV-I.

22. *En ce qui concerne l'agenda relatif au changement climatique, la mission recommande : (i) la signature par les deux parties du protocole d'accords fixant les conditions d'utilisation du SMNV-I, (ii) la nomination d'un point focal pour la coordination de l'utilisation du SMNV-I au sein de la DNPCC, (iii) l'organisation des ateliers de validation des plans d'action sectoriels climats avec les différents ministères impliqués, (iv) la mobilisation des assistances techniques pour la faisabilité de la mise en place du marché domestique et pour le développement d'un système de suivi des forêts et (v) le lancement d'une campagne pilote pour l'utilisation de l'outil d'évaluation des émissions de GES dans les grandes entreprises extractives et (vi) la finalisation du texte règlementaire du CNCC.*

Composante B. Politiques, institutions, gouvernance et inclusion économique du secteur minier (MMG)

Sous-Composante B1. Politiques, institutions et accès aux ressources dans le secteur minier

B.1.1. Politiques, lois, réglementations et guides relatifs à l'exploitation minière

B.1.1.1 Elaboration des textes d'application du Code Minier

²⁹ Point focal PMI MEFP : Monsieur Pema Guilavogui Conseiller chargé de la Planification et des Questions Économiques et Monétaires ; Point focal PMI MEDD : Mr Cyril Abohy, Conseiller juridique de la Ministre du MEDD

13. Tous les textes d'application du Code Minier de 1991 ne sont pas élaborés, il en reste 16. Le MMG a souhaité un accompagnement du Projet pour la finalisation des textes restants ainsi que la vulgarisation du code et le cadre réglementaire. Il est demandé au Service des Affaires Juridiques de fournir les TdRs pour initier le processus de passation des marchés (PM).

B.1.2. Accès aux ressources

14. Le projet accompagne le Gouvernement dans la mise en place des outils essentiels pour faciliter l'accès et la gestion des ressources minières dans la lancée des activités conduites durant les dernières années.

15. Assistance technique au MMG. Une assistance technique pour l'appui à la mise en œuvre des contrats de géoscience³⁰ a été identifiée comme étant un préalable à la mise en œuvre de plusieurs activités prévues dans le PTBA et requérant une technicité importante (réseau de piézomètres, réseau de surveillance sismique³¹, cartographie géologique³², levés géophysiques³³ et géochimiques³⁴, SIGM). Un consultant individuel a été recruté pour appuyer le MMG dans l'élaboration des TdRs et dossiers d'appels d'offres pendant que le recrutement de la firme se poursuit aux fins de finaliser la passation de marché et de gagner du temps. Ce consultant a déjà effectué une mission en Guinée et s'est accordé avec les services concernés sur l'essentiel des TdRs préalablement préparés par ces dernières. Il finalisera sa contribution en avril 2023 au plus tard. La méthode de passation "services non consultants" prévue dans le plan de passation du Projet n'est pas adaptée aux travaux de géosciences. Une rencontre avec les personnes en charge de cette question est prévue la semaine prochaine pour clarifier cette question. Le processus de passation de marché de la firme qui supervisera les travaux de géosciences est au stade de l'évaluation des propositions financières. La mission invite l'UGP à finaliser les prochaines étapes le plus tôt possible et avant la fin du mois d'avril 2023.

16. Guichet unique (GU). Le GU a été créé pour simplifier les procédures d'octroi des licences aux opérateurs miniers et faciliter le développement rapide des projets miniers intégrés. Il a été mis en place avec le soutien d'un projet de la Banque Africaine de Développement (BAD) qui continue à financer une partie du personnel jusqu'à la fin 2023. Le GU est chargé de toutes les licences pour le projet Simandou et d'autres grands projets miniers. Des centaines de requêtes sont attendues dans les semaines à venir, et la performance de cette structure sera critique pour la célérité du développement des grands projets. La mission a été informé des difficultés actuelles de fonctionnement du service avec le retard de paiement des honoraires des gestionnaires de dossiers pris en charge par le Projet PARCA (sur financement de la BAD) jusqu'en décembre 2023. L'élaboration initiale du guichet unique n'ayant pas tenu compte des besoins de pérennisation de l'agence, la composante Mines du projet compte accompagner le processus de la manière suivante : a) un appui ponctuel au (GU) en fournitures de bureau afin de lui permettre de fonctionner; b) un audit institutionnel pour permettre d'établir son statut, les sources de son financement durable et de sa pérennisation ; et (c) un appui à la mise en œuvre des recommandations de l'audit dans les limites du budget du Projet. Un consultant a été recruté pour l'audit pour une mission de deux mois.

³⁰ GN-PGRNME - MINES-245330-CS-QCBS / Recrutement d'un bureau pour l'assistance technique à la Supervision des Contrats de Géosciences du Ministère des Mines et de la Géologie

³¹ GN-PGRNME - MINES-283494-NC-RFB / Projet de mise en place d'un réseau de surveillance sismique

³² GN-PGRNME - MINES-283503-NC-RFB / Cartographie géologique (Levés géologiques) pour la recherche du diamant

³³ GN-PGRNME - MINES-283504-NC-RFB / Levé géophysique aéroporté pour la recherche des métaux de base et du diamant

³⁴ GN-PGRNME - MINES-283497-NC-RFB / Levé géochimique sur 5 degré carré

17. Cadastre minier : La mission a noté que le contrat de maintenance du système (Land folio)³⁵, est en cours et se déroule à la satisfaction du Client. La supervision de la mise à jour du Cadastre doit se faire soit par le recrutement d'un consultant individuel ou à travers l'Assistance Technique Géosciences du MMG. Le MMG devra décider de la voie à prendre sur cette question compte tenu de la non-disponibilité du consultant individuel qui avait accompagné la Guinée pour la modernisation du cadastre. Un système de partage d'information avec les ministères de l'Administration du Territoire et de l'Environnement doit être rapidement élaboré pour informer la mise à jour du système informatisé³⁶ pour l'intégration des nouvelles communes et des aires protégées dans le cadastre. Le recrutement du consultant pour la réalisation de points géodésiques de référence supplémentaires dans la région de Boké³⁷ doit être envisagé dans les meilleurs délais ; et avec l'appui du consultant aidant le MMG dans la mise à jour du système cadastral.

18. Système d'information géologique et minière (SIGM) : Le PTBA 2023 prévoit (i) la mobilisation d'une expertise pour la mise en place d'un système d'information géologique et minière³⁸, et (ii) la mobilisation d'une expertise pour l'appui à la mise en œuvre du Schéma Directeur de Système d'Information du MMG³⁹. Ces activités démarreront effectivement lorsque l'assistance technique au MMG sera opérationnelle. En attendant, à l'instar des travaux Géosciences, il est recommandé d'initier le processus de passation des marchés avec les TdRs disponibles.

19. *La mission recommande :*

- *En ce qui concerne l'assistance technique au MMG notamment en appui à la supervision et aux contrats de géoscience, que :* (i) le processus de passation des marchés pour la firme chargée de la supervision des travaux soit finalisé avant la fin du mois d'avril 2023, (ii) d'initier le processus de passation des marchés des travaux par le lancement des SMI (Sismologie, piézomètres, Géologie, géophysique, géochimie, SIGM) sur la base des TdRs revus avec le Consultant en avril 2023 et (iii) la tenue d'une réunion pour clarifier la méthode de passation à utiliser.

- *En ce qui concerne la modernisation du cadastre minier :* Décider avant la fin du mois de mars cette activité est maintenue avec les travaux de géosciences ou initier un processus alternatif de recrutement du Consultant individuel pour la supervision du cadastre en raison de la non-disponibilité de ce dernier pour aider à parachever les dernières phases de modernisation du cadastre minier.

- *En ce qui concerne le guichet unique (GU) :* accompagner et finaliser l'étude pour l'autonomisation du guichet unique d'ici fin juin 2023, et identifier les recommandations supportables dans le cadre du projet pour favoriser l'autonomisation du GU après la fermeture du PARCA prévue en décembre 2023.

- *En ce qui concerne le SIGM :* initier le processus de passation des marchés par la publication des SMI pour la mise en place du SIGM et de la mise en œuvre de son schéma directeur d'ici fin mars 2023 pour permettre d'engager les études au cours du 4^{ème} trimestre 2023.

³⁵ GN-PGRNME - MINES-301284-NC-DIR / Maintenance du système de cadastre minier Land folio de Guinée

³⁶ GN-PGRNME - MINES-245335-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour la mise à jour du système informatisé du cadastre minier

³⁷ GN-PGRNME - MINES-282514-CS-CQS / Recrutement d'un bureau d'études pour la réalisation de points géodésiques de référence supplémentaires dans la région de Boké

³⁸ GN-PGRNME - MINES-283500-NC-RFB / Mise en place d'un système d'information géologique et minière

³⁹ GN-PGRNME - MINES-297613-NC-RFP / Mise en œuvre du Schéma Directeur de Système d'information du MMG sur 4 ans

B.1.3. Renforcement des capacités des institutions publiques liées au secteur minier

20. Le programme de renforcement des capacités des institutions publiques liées au secteur minier a été engagé avec l'initiation d'activités prioritaires pour certains ministères clés gérant le secteur minier. Y compris pour le Ministère des Mines et de la Géologie avec une série d'activités prioritaires pour le renforcement des capacités du MMG ont été examinés notamment :

- a. le renforcement des capacités techniques avec, au-delà de l'assistance technique au MMG :(i) un appui à la mise en œuvre du Plan de formation du MMG, avec la formation des principaux cadres impliqués dans la mise en œuvre du projet sur la passation des marchés, et l'appropriation des documents de sauvegarde du Projet ;
- b. le renforcement des capacités opérationnelles avec (i) l'acquisition de 40 motos déjà disponibles et 23 véhicules Pick up dont la livraison est attendue en mi-avril pour les services du MMG⁴⁰, et (ii) l'acquisition en cours de mobiliers de bureau, d'équipement informatique, bureautique et technique ;
- c. le financement de missions pour le suivi et le contrôle des activités des mines industrielles qui a permis d'atteindre l'indicateur de développement du projet lié.

21. Il y'a lieu de noter qu'au cours de la mission, le MMG a souhaité un accompagnement dans les négociations des accords et dans le développement des grands projets miniers, y compris les raffineries. Les TdRs de cet accompagnement doivent être élaborés et transmis.

22. Evaluation des quantités et qualités (EQQ) : les besoins du Bureau des EQQ des produits en vrac à l'exportation ont été largement discutés et arrêtés depuis la précédente mission en juillet 2022. Les besoins sont inclus sous le volet acquisition d'équipement, formation et mobilisation de l'assistant technique. Le contrat de l'assistant technique a été soumis aux autorités pour signature en janvier 2023. L'attention des autorités à la signature du contrat est sollicitée pour permettre de lancer le démarrage des activités de formation et d'accompagnement du bureau des EQQ et du Laboratoire national de la géologie. La question des bases vies pour les évaluateurs dans les ports miniers a été évoqué. Le MMG souhaite en lieu et place des bases vie, de construire une base permanente en dur à partir de laquelle, le BQQ pourrait se déployer sur les ports miniers. L'identification du site et l'acquisition de titres de propriétés des nouveaux locaux sont des préalables pour permettre la réalisation de l'étude d'impact E&S ainsi que le recrutement d'un architecte pour l'élaboration des plans.

23. Laboratoire national de la géologie (LNG) : La mission a été informée que des dispositions complémentaires sont en train d'être prises par le ministère pour l'approvisionnement électrique. La fourniture d'un groupe électrogène et d'un onduleur de grande capacité sont en cours d'acquisition avec le MMG. Concernant le matériel installé et non fonctionnel, le LNG, procède progressivement à son installation par les fournisseurs avec l'aide du MMG. Un consultant a été sollicité pour l'installation du matériel restant, des TdRs seront préparés avec l'assistant technique.

24. Le recrutement du Consultant permettra de réaliser l'étude diagnostic qui formulera des recommandations sur les aspects techniques et opérationnels du LNG. Les spécifications techniques pour l'acquisition de matériels complémentaires d'analyse des échantillons (dont 1 XRF) sont attendues.

⁴⁰ GN-PGRNME - MINES-282235-GO-RFB / Acquisitions de mobiliers de bureau (Lot1), d'équipements informatique (Lot2), bureautique (Lot3) et techniques (Lot4) pour les niveaux central, régional, Projet
GN-PGRNME - MINES-285594-GO-RFB / Acquisition de matériel roulant : Stations Wagon 4X4 (Lot1), Pick-Up double cabine 4X4 (Lot2) et Motocyclette TT (Lot3) pour divers Services du MMG et l'UGP

25. Exploitation artisanale (or et diamant) : Les exportations d'or artisanal en Guinée ont connu une augmentation considérable atteignant 63 tonnes en 2022, contre 21 tonnes pour la production industrielle. Si l'exploitation artisanale de l'or ne se pratiquait qu'en haute Guinée, de nos jours elle se pratique également en Moyenne Guinée, notamment à Mali, Gaoual et Koundara. Cette exploitation qui constitue un moyen de subsistance pour des centaines de milliers de guinéens a des conséquences néfastes sur l'environnement et le milieu social. A cela s'ajoute l'envahissement des concessions minières par les artisans qui doit être suivi et encadré par les autorités.

26. Le BNE a, quant à lui, exprimé ses besoins, lors de la mission de juillet 2022, en équipements pour évaluer les diamants et la formation à l'étranger pour remplacer les évaluateurs admis à faire valoir leur droit à la retraite. Les spécifications techniques des équipements ainsi que les TdRs pour la formation des agents sont attendus pour leur prise en compte.

27. Une série d'appui aux ministères partenaires a été planifiée avec :

a. Le Ministère des Infrastructures et des Transports avec un appui prévu pour la réalisation des missions de contrôle ferroviaire et portuaire à travers le financement d'opérations de contrôle et l'acquisition de matériel de mesure⁴¹ en cours ainsi que le financement de missions de sensibilisation des populations riveraines le long des voies ferroviaires et route minière en matière de sécurité. Les missions de contrôle des infrastructures ferroviaires et portuaires n'ont pas pu se faire en raison des divergences avec l'ANAIM. La mission a recommandé l'organisation de rencontres entre les deux départements pour rapprocher les points de vue et faciliter le déroulement des missions.

b. Le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire avec un appui (i) à la dématérialisation des documents, des processus et procédures dans les Bureaux de conservation foncière des zones minières de Kankan et de Kindia⁴² ainsi que la mobilisation d'une assistance pour l'élaboration des schémas directeurs des villes stratégiques (Cf. B2.1). Les spécifications techniques pour l'acquisition des équipements de dématérialisation ne sont pas encore élaborées et transmis à l'UGP. En application de la SRDP, le Projet prévoit toujours d'engager l'appui à l'élaboration des schémas directeurs des principales villes de la région de Boké (Boké, Kamsar, Kolabounyi, et Sangarédi).

28. *La mission recommande :*

a. *La finalisation des contrats d'acquisition (matériel roulant et équipements) et la remise effective aux bénéficiaires pour favoriser un meilleur suivi et contrôle des activités par le MMG ;*

b. *La signature du contrat de l'assistance technique en appui au BEQQ et du LNG ;*

c. *La poursuite du suivi et le contrôle des activités minières par le MMG ;*

d. *La finalisation des TdRs des différentes études prévues (géosciences, et autres) ainsi que l'élaboration des TDR pour les appuis conseils et à la négociation des accords miniers sollicités dans ce volet du Projet, et*

e. *La tenue des rencontres entre le MMG et le MIT en vue de faciliter les contrôles des installations ferroviaires et portuaires.*

⁴¹ GN-PGRNME - MINES-282259-GO-RFQ / Acquisition d'appareils de mesure pour des missions de contrôle ferroviaire (Ministère en charge du Transport)

⁴² GN-PGRNME - MINES-297608-NC-RFQ / Acquisition des équipements de dématérialisation des documents, des processus et procédures dans les Bureaux de Conservation Foncière (BCF) dans les zones minières de Kankan et de Kindia (Ministère en charge de l'Urbanisme)

Sous-composante B.2. Intégration économique du secteur minier et gouvernance

B.2.1 Contenu local et facilitateurs de l'intégration économique

29. La mission a rencontré les structures en charge du contenu local, notamment le service des relations communautaires et du Contenu Local et la BSTP. Une plus grande collaboration entre ces structures et la chambre des Mines de Guinée est souhaitée. A ce titre la mission les invite à tenir des rencontres annuelles de partage d'information, d'appréciation et de suivi du Contenu Local en Guinée et de faire un rapportage des paiements du FODEL effectués par les sociétés minières et de carrières dans le bulletin statistique du MMG.

30. *Contenu local* : Le projet soutient la mise en œuvre de la politique du contenu local adoptée en 2018 à travers un soutien à la BSTP. La BSTP compte désormais 2.336 PME enregistrées dans sa plateforme, contre 1.881, ce qui représente une augmentation de 24% depuis juillet 2022. Sur la même période, le nombre de PME dirigées par des femmes bénéficiant de marchés est passé de 2 à 12, un progrès qui ne masque pas cependant les efforts additionnels nécessaires pour encourager les femmes entrepreneures. Le montant actuel de la valeur des biens et services achetés sur la plateforme d'achat en ligne de la BSTP s'élève à US\$ 64.121.722 contre US\$ 9.000.000 en 2020 et une cible de US\$ 60.000.000 pour l'indicateur de développement du projet.

31. Les activités de la BSTP avancent normalement avec : (i) l'adhésion de nouvelles sociétés minières à la plateforme et non des moindres dont Rio Tinto et Winning qui ont favorisé les résultats ci-haut, (ii) la tenue de la caravane de la sous-traitance (10 Février – 3 Mars, 2023) dans les régions de la Haute et Guinée Forestière avec la participation de 800 PME, dont le rapport sera disponible avant la fin du mois de mars pour un suivi, (iii) un audit organisationnel financé par la SFI pour favoriser la durabilité de la BTSP et informer les appuis y relatifs du projet, (iv) le recrutement du Consultant IT pour la modernisation de la plateforme, et (v) la signature de deux conventions pour la fourniture du riz avec la CBG et le secteur avicole avec GAC.

32. La BSTP souhaite mettre en place quatre à six antennes à l'intérieur du pays. Lorsque le projet Simandou sera formellement lancé, la BSTP sera très sollicitée. Il faudra s'assurer que les PME gérées par les femmes soient mieux desservies par la BSTP. La mission recommande de mettre en place une première antenne à Boké et sur la base de son expérience de graduellement mettre en place les autres sur la base de la demande et de l'efficacité. Un appui à la BSTP est prévu pendant que l'audit organisationnel est en cours pour maintenir/accélérer le rythme et les résultats obtenus depuis un an. Il sera renforcé sur la base des recommandations qui en sortiront.

33. Le Projet a engagé une série d'activités complémentaires en application de la politique nationale du contenu local avec (i) une évaluation des pratiques et performances des sociétés minières en matière de contenu local⁴³ dont le contrat en cours d'exécution, avec des difficultés de collecte des données que les sociétés minières estiment confidentielles, (ii) la signature du contrat de renforcement des capacités des PME de la région de Boké avec le Cabinet Vision Consulting.⁴⁴ dont les formations débiteront au mois de juin 2023, et (iii) une évaluation des opportunités de sous-

⁴³ GN-PGRNME - MINES-301288-CS-CDS / Evaluation du suivi des pratiques et des performances en matière de contenu local des sociétés minières en Guinée

⁴⁴ GN-PGRNME - MINES-248150-CS-CQS / Recrutement d'un cabinet pour le renforcement des capacités des Micro, Petites et Moyennes Entreprises de la région de Boké

traitance minière dans les zones aurifères et ferrifères⁴⁵, (iv) l'organisation d'une seconde caravane de la sous-traitance dans les préfectures de Faranah, Mamou, Kindia et Forécariah et (v) la création d'antennes de la BSTP à Boké, (vi) l'identification et la mise en relation des gros transporteurs locaux pour le transport des biens du Projet Simandou qui a une demande d'environ 400 camions, avec 50 disponibles à date.

34. *La mission encourage :*

- a. *L'accélération de l'audit organisationnel et en attendant la soumission des besoins de la BTSP pour maintenir les appuis aux PME qui ont permis d'enregistrer les résultats encourageants.*
- b. *L'initiation du processus d'installation de l'antenne de Boké ;*
- c. *L'accélération de la mise en œuvre des conventions de fourniture de riz et avicole avec CBG et GAC ;*
- d. *La tenue de rencontres périodiques entre les structures en charge contenu local ;*
- e. *Le reporting des paiements par les sociétés minières du FODEL et en assurer la communication au niveau local ;*
- f. *La transmission du rapport de la caravane de la sous-traitance, du plan de durabilité et de l'audit organisationnelle de la Bourse à la Banque pour examen ; et*
- g. *L'élaboration et transmission à l'UGP des TdRs de la seconde caravane, le long du corridor Simandou.*

35. *Stratégie de développement de la région de Boké (SRDP)* : L'étude de la SRDP a été achevée en décembre 2018 et attend une validation en conseil des ministres. Une présentation de l'étude par les ministères des Mines et du Plan permettra de créer les conditions pour sa mise en œuvre effective. Le Projet prévoit de soutenir l'opérationnalisation des aspects institutionnels de l'étude et faciliter sa mise en œuvre. Cette activité n'a pas avancé de manière significative depuis le lancement du projet actuel. Une validation en conseil des ministres permettra la prise en mains de l'étude par toutes les parties prenantes. Nonobstant des activités prévues dans l'étude de la stratégie ont connu des progrès comme la construction de la tournante de Boké. D'autres stratégies de développement régionales sont prévues par le projet (Siguiri, zone forestière) mais l'expérience de la mise en œuvre de la SRDP informera de la planification des autres régions.

36. *La mission recommande*

- a. *La présentation de la SRDP au Conseil des ministre ;*
- b. *Sur cette base, élaborer une feuille de route pour sa mise en œuvre ;*
- c. *La prise en considération des plans de développement communaux développés avec l'appui de l'ANAFIC dans les processus d'élaboration des schémas directeurs des villes de la région de Boké (Boké, Kamsar, Kolabounyi et Sangarédi).*

⁴⁵ GN-PGRNME - MINES-297588-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour les études sur les opportunités de sous-traitance minière et les capacités des petites et moyennes entreprises dans les zones aurifères et ferrifères de la Guinée

B2.2. Transparence et engagement des citoyens

37. La mission a pu rencontrer des organisations de la société civile opérant dans le secteur minier sur les thématiques d'intérêt pour le projet en vue d'une collaboration tels que le genre, les jeunes, droits, vulgarisations de l'information pour accroître les connaissances des populations sur les lois applicables dans le secteur minier, transparence/ITIE, violences basées sur le genre, la préservation de l'environnement, les activités de générations de revenus, mécanisme de gestion des plaintes, suivi des études d'impacts, décaissements du FODEL, en autres. Les OSCs sont prêtes à accompagner le processus d'élaboration des plans d'investissements locaux et soutenir une évaluation des besoins des communautés pour le montage de projets éligibles au FODEL ainsi le renforcement des capacités des OSC sur les procédures de passation des marchés et de techniques d'élaboration de TdRs. Il est envisagé d'appuyer la plateforme de consultation des OSC active sur le secteur minier qui sera créée pour renforcer leurs capacités mais également de soutenir les activités de renforcement des capacités des communautés minières dans la gouvernance et la transparence minières.

38. La réunion avec les OSCs a permis d'établir les besoins pour la divulgation et le plaidoyer pour soutenir les objectifs du projet. Les OSCs ont été invitées à émettre des propositions quant aux domaines sur lesquels elles désirent intervenir. Un groupe de réflexion existe déjà pour avancer le cadre de partenariat et de collaboration entre OSC actives sur les mines ; et entre elles et le projet. Ce groupe a été invité à définir en concertation, sur la base des domaines de compétences des OSC, les activités proposées pour financement dans le cadre du projet. Un atelier sera facilité pour favoriser la coordination entre OSC.

39. Conjointement les OSCs souhaitent recevoir des formations sur la préparation des TdRs, les règles de la passation des marchés et la gestion financière applicables aux projets de la Banque. Les prochaines réunions avec les OSC incluront aussi les départements ministériels qui couvrent les sujets en question pour maximiser les synergies de collaboration tels que le Service genre du Ministère, l'ITIE, service des relations communautaires et du contenu local, la BSTP et la Chambre des Mines.

40. Contribution au développement local et communautaire : Pour l'année 2022 le projet avait prévu (i) d'engager une évaluation des plans, programmes et actions de développement communautaire de l'ensemble des compagnies minière et de carrière, et (ii) l'installation des instances de gestion du FODEL dans trois préfectures minières. Cependant, ces activités n'ont pas été réalisées et seront reconduites, si requis, lorsque les modalités d'exécution du FODEL seront mises en place. Les modalités pratiques permettront d'apprécier les prochaines étapes éventuelles sur la question.

41. Initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) : Le Projet a mobilisé une expertise en appui à l'élaboration du rapports ITIE 2021 qui sera publié en avril 2023 sous le modèle assoupli (sans réconciliation des paiements). Le projet financera la dissémination du rapport 2021. Le recrutement d'un consultant pour la production des rapports 2022, 2023 et 2024 est en cours et le rapport 2022 sera produit avant la fin de l'année 2023. Le rapport 2023 sera, quant à lui, produit avant juin 2024. Les trois rapports seront produits selon le modèle standard (avec réconciliation des paiements). Le Conseil d'Administration de l'ITIE dorénavant encourage les pays de mise en œuvre de considérer des méthodes de production des données ITIE adaptées aux objectifs nationaux pour permettre une production plus rapide et de données pertinentes pour le pays. Les efforts consentis par les autorités guinéennes pour un meilleur accès aux données du secteur extractif à travers le bulletin statistique, le CPDM et la plateforme de télédéclaration permettront de fournir un accès à

des informations exploitables pour une prise de décision fondée sur des bases réelles.

42. *Intégration genre-secteur minier* : Le Projet prévoit d'intégrer la dimension genre dans plusieurs activités. L'approche préconisée pour le renforcement de l'intégration du genre dans le secteur minier prévoit de conduire (i) une analyse de l'équilibre de genre dans les instances de décisions des zones et sites d'exploitation minière, et (ii) de mobiliser des organisations de la société civile pour mener des actions de plaidoyer pour l'équilibre de genre dans la prise de décision concernant l'exploitation minière. Une étude sur la politique genre dans le secteur minier a été réalisée dans le cadre du PAGSEM en avril 2019. La mission recommande au bureau genre du MMG d'établir un plan d'exécution des recommandations de cette étude pour établir un canevas pour la mise en œuvre des recommandations. Les OSC et ONG évoluant dans le secteur ont aussi été encouragées à produire des propositions pour accompagner le MMG. Des actions de sensibilisation et de plaidoyer devront être menées en faveur de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décisions concernant l'exploitation minière ainsi que la représentation des femmes dans l'ensemble des instances de décisions mises en place dans les zones et sites d'exploitation minières.

43. *La mission s'est accordée avec les bénéficiaires sur les actions suivantes :*

- *Dans le cadre de la contribution au développement local et communautaire de (i) renforcer les capacités des OSC de la plateforme des questions minières, ii) l'appui aux OSC actives dans le secteur minier sur l'identification des propositions d'activités qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre du Projet.*
- *Dans le cadre de la transparence des industries extractives : (i) la finalisation, la publication, la dissémination du rapport ITIE 2021, avant fin juin 2023, et (ii) la finalisation de la procédure compétitive pour l'élaboration des rapports 2022, 2023, 2024 et la publication du rapport 2022 en 2023.*
- *Dans le cadre de l'intégration genre-secteur minier : la mise en œuvre des recommandations de l'étude sur la politique genre dans le secteur minier (réalisée dans le cadre du PAGSEM) par le service genre du MMG avec l'appui des OSC évoluant dans le secteur. La section genre du MMG préparera un plan d'exécution de l'étude et s'approchera de l'UGP sur les besoins de la mise en œuvre.*

Composante C. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Sous-composante C1. Cadre institutionnel, appui logistique et gestion des NES

C1.1. Cadre institutionnel et soutien logistique

23. *Bureaux du MEDD* : Pour l'amélioration des conditions de travail à court terme des agents du MEDD des équipements de bureau ont été acquis⁴⁶ dans le cadre du Projet. L'évaluation des besoins par le MEDD a permis d'identifier des investissements prioritaires à réaliser à court terme pour renforcer l'efficacité du département notamment (i) la connexion internet des différents bâtiments du MEDD et (ii) l'équipement d'un système de vidéo-conférence pour la salle de réunion du MEDD.

24. La mission a été informée que, si elle a pris du retard par rapport aux prévisions de la dernière mission, la signature du contrat d'architecte qui doit, entre autres, permettre de développer le DAO

⁴⁶ GN-PGRNME-149681-GO-RFQ / Aménagement des nouveaux bureaux du MEDD : Démarrage du contrat effectif le 25 octobre 2022. Le prestataire a exécuté le contrat et la réception a eu lieu le 23 décembre 2022

pour la construction du siège de l'OGPNRF et de l'AGEE, est imminente⁴⁷.

25. *La mission recommande : (i) la mise à jour du PTBA et du PPM pour inscrire les nouvelles activités liées à l'accès internet des bâtiments du MEDD et aux équipements en équipement de visioconférence de la salle de réunion du MEDD, (ii) la signature et le démarrage de la prestation d'architecte pour l'élaboration du DAO pour la construction du siège de l'OGPNRF et de l'AGEE.*

26. Rationalisation des Etablissements publics administratifs : La mission a été informée que le processus de rationalisation des EPA du MEDD est en cours avec notamment :

- une opérationnalisation du FECAN en tant qu'outil principal de capitalisation des taxes environnementales nationales pour le financement des activités dans le secteur environnemental. Les fonds du FECAN ont permis le financement d'activités prioritaires qui n'ont pu être financées dans le cadre du Projet du fait de lenteur des procédures notamment les inspections environnementales et certaines opérations de reboisement ;
- la rationalisation des EPAs pour la gestion des aires protégées avec la requête transmise par le MEDD au MEF pour une transformation du Centre Forestier de Nzérékoré (CFZ) et du Centre de Gestion des Monts Nimba et du Simandou (CEGENS) en divisions régionales de l'OGPNRF.

27. Intégration de la gestion du Projet au sein du MEDD : Les décisions relatives au renforcement du dispositif de gestion du Projet prises au cours de la dernière revue du portefeuille de la Banque mondiale et au cours de la mission comprennent le recrutement d'un coordonnateur pour les activités MEDD du Projet et le renforcement de la proximité de l'équipe fiduciaire et de passation des marchés du MEDD.

28. *La mission recommande :*

- En ce qui concerne l'opérationnalisation du FECAN : (i) la finalisation des TdRs pour la réalisation d'une étude relative à la fiscalité environnementale des sociétés minières et l'inscription de cette activité dans le PTBA et le PPM ;
- En ce qui concerne la rationalisation des EPAs : (ii) la concrétisation dans la réglementation de la décision de rationalisation des EPAs dans le secteur des aires protégées, (iii) la prise en considération de cette décision dans les différentes activités prévues dans le cadre du Projet notamment l'élaboration du Manuel de procédure de l'OGPNRF et la structuration financière de l'agence, (iii) la finalisation des textes réglementaires liés à l'établissement des conseils d'administration des EPAs OGPNRF et AGEE ainsi que (iv) la préparation de budgets précis pour ces EPAs en vue de l'élaboration des lois de finances rectificatives 2023 et 2024 ;
- En ce qui concerne le renforcement du dispositif de gestion du Projet pour les activités MEDD du Projet : (v) la finalisation des TdRs du coordonnateur des activités MEDD, son recrutement en tant que contractuel à travers une sélection restreinte, (iv) la préparation des locaux du MEDD pour l'accueil du coordonnateur des activités MEDD du Projet et l'accueil régulier des spécialistes en gestion financière et passation des marchés dédiés

⁴⁷ GN-PGRNME-173717-CS-CQS / Recrutement d'un Cabinet architecte pour élaboration des plans des bâtiments terrain OGPR et élaboration des DAO

29. Système d'information du MEDD : La mission a permis de réaliser un diagnostic des capacités en ce qui concerne les flux de travail, les méthodes, logiciels et matériel employé pour le travail de suivi des ressources naturelles en Guinée par le Centre National de Surveillance et d'Observations Environnementales (CNSOE) qui a mis en exergue des lacunes en ce qui concerne les logiciels et les capacités relatives aux processus d'analyse des données géospatiales. Des recommandations pour le renforcement des capacités ont été compilés dans un rapport et pourront être mise en œuvre dans le cadre du Projet et de l'assistance technique mobilisé dans le cadre du PMI elles comprennent (i) les spécifications techniques des logiciels à acquérir⁴⁸, (ii) les spécifications techniques pour du matériel informatique spécifique, (iii) le programme de formation du personnel du CNSOE incluant l'utilisation des plateformes cloud.

30. La mission a été l'occasion de dispenser une formation courte d'introduction aux plateformes d'analyse d'images satellitaires dans le cloud pour aider les membres de l'équipe du CNSOE à produire des compositions d'images satellitaires sans nuages et prêtes à l'analyse sans besoin de téléchargement. Le principal goulot d'étranglement pour l'utilisation de ces techniques moderne est l'accès à une connexion internet haut débit fiable.

31. La mission a également permis de finaliser et de valider avec l'ensemble des parties prenantes du MEDD (CNSOE, DNFF et OGPNRF) mais également avec les participants à l'atelier de lancement du PMI les orientations et les TdRs pour le développement d'un système de suivi des forêts du changement de l'usage des terres et de la biomasse. L'appel à manifestation d'intérêt a été lancé par les équipes de la Banque mondiale et la demande de proposition devrait être lancée auprès d'une liste restreinte d'ici la fin mars 2023 pour une mobilisation des experts.

32. Dans le cadre du processus de refonte du réseau d'aires protégées de la Guinée la mission a permis de faciliter la création d'un répertoire en ligne pour la compilation des données géoréférencées de biodiversité par les différentes parties prenantes pour faciliter l'inclusion dans la délimitation du nouveau réseau des zones prioritaires de conservation de la biodiversité. Plusieurs entités et initiatives se sont engagées à contribuer à cet effort notamment le WCF pour les données relatives aux mammifères, le *Kew botanical garden* en ce qui concerne les données relatives aux plantes, la Bat Conservation society en ce qui concerne les données relatives aux chauves-souris, des experts du Museum d'histoire naturel de Paris en ce qui concerne les données relatives à l'ichtyologie, le bureau d'étude Biotope, notamment en ce qui concerne les données relatives aux mammifères marins et l'ONG Climate Chance en ce qui concerne les données relatives aux corridors de biodiversités.

33. *La mission recommande : (i) la finalisation des DAO pour l'acquisition des logiciels conformément aux orientations qui ont-été données au cours de la mission, (ii) l'inscription dans le PTBA et dans le PPM des acquisitions d'équipements informatique complémentaires et la finalisation des DAO y relatif, (iii) la réalisation par le personnel du CNSOE des formations en lignes notamment celles de la FAO et le tutoriel pour la production des analyses de changement d'usage des sols élaborées pour la Guinée par le Centre Goddard de la NASA⁴⁹ sur la base des données d'observation de la terre 2014-2020⁵⁰, (iv) la finalisation du recrutement de l'expertise pour le développement d'un système de suivi des forêts, du changement d'usage des sols et de la*

⁴⁸ GN-PGRNME-298132-NC-RFQ / Acquisitions logiciel pour la mise en place d'un système d'information environnementale SIG licences en ligne et physique & formation

⁴⁹ <https://celiosousa.github.io/LCMTutorial/>

⁵⁰ <https://mangrovescience.earthengine.app/view/guinee-app>

biomasse par la Banque mondiale dans le cadre du PMI et (v) le lancement d'un processus de compilation active des données relatives à la biodiversité et aux écosystèmes pour le processus de refonte du réseau d'aires protégées.

CI.2. Renforcement des capacités en matière de NES et de gestion des risques de catastrophe.

34. Le MEDD a entériné le fait que l'Agence guinéenne d'évaluation environnementale (AGEE) est l'organe principal dédiée au suivi et contrôle des évaluations environnementales. Un processus pour le renforcement des capacités techniques et opérationnelles est engagé avec différents partenaires et avec les financements nationaux.

35. **Renforcement des capacités techniques de gestion E&S :**

- a. Evaluation des besoins en renforcement du système E&S national et de l'AGEE. La réalisation d'un diagnostic du système national de gestion E&S a été réalisé avec l'appui du bureau d'études INSUCO⁵¹ avec un démarrage effectif de l'étude le 17 juillet 2022 et l'organisation d'un atelier de restitution le 21 novembre 2022. Les livrables finaux ont été transmis au cours du mois de février 2023 suite à la prise en considération des commentaires de diverses parties prenantes. Ce diagnostic comprend une proposition de programme de renforcement de capacité qui devra être pris en considération dans le cadrage préalable à la mobilisation de l'assistance technique à l'AGEE et qui sera complété par les recommandations de l'évaluation du cadre directeur de l'ESES de la réforme du secteur minier.
- b. Partenariat pour mobiliser l'assistance technique de la Commission néerlandaise pour les évaluations environnementales (CNEE) concrétisé à travers la signature d'un protocole d'accord et opérationnalisé avec notamment (i) la revue des livrables du diagnostic du système national E&S et (ii) la revue des Plan d'action de réinstallation du barrage de Koukoutamba. La CNEE doit être consulté dans le cadre du processus d'évaluation de la mise en œuvre du cadre directeur de la réforme du secteur minier.
- c. Mobilisation d'une assistance technique long terme pour l'AGEE : La mobilisation d'une assistance technique long terme pour l'AGEE⁵² pour la mise en œuvre du programme de renforcement de capacités de l'agence, la fourniture d'appuis techniques spécifiques et l'appui au suivi E&S des projets de développement en cours et devrait être opérationnelle au cours du troisième trimestre 2023. La mission a permis de souligner l'importance d'une bonne coordination entre les AT mobilisées pour l'AGEE notamment entre celle explicité ci-dessus et celle que le projet COMBO+ est en cours de recrutement, spécifiquement sur les questions de biodiversité.
- d. Procédures d'évaluation environnementales : Les arrêtés 1646 et 1647 relatifs aux procédures d'évaluation environnementales (EIES, ESES et audit) ont été élaborés et sont en cours d'amélioration avec l'appui des partenaires. Les commentaires de la Banque mondiale sont attendus avant la mise à jour formelle de ces textes.
- e. Elaboration d'études et d'analyses spécifiques liées à la hiérarchie d'atténuation. Si la mission de juillet 2022 avait entérinée l'annulation du processus d'élaboration de guides sectoriels elle avait permis d'identifier plusieurs études, inscrites dans le PTBA 2023 pour l'amélioration des méthodes d'évaluation environnementales et de prise en considération des impacts dans le cadre de la hiérarchie d'atténuation y compris (i) les méthodes relatives aux impacts résiduels et au dimensionnement des opérations de compensation, (ii) les méthodes d'intégration des changements climatiques dans les

⁵¹ GN-PGRNME-173718-CS-CQS / Recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'une évaluation des capacités institutionnelles en E&S

⁵² GN-PGRNME-298166-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour une assistance technique en long terme pour l'AGEE : AMI lancée le 26 septembre 2022 avec une date limite le 12 novembre 2022, le rapport d'évaluation pour l'établissement de la liste restreinte a été transmis à la Banque mondiale début février 2023 et doit être resoumis après prise en considération des commentaires pour le lancement des demandes de propositions.

évaluations environnementales. Dans le secteur minier un outil pour l'évaluation des émissions de GES adapté aux opérations spécifique du secteur a été élaboré en 2021 en tant qu'outils clé pour la mise en œuvre de la CDN, la mission a permis de confirmer l'intérêt pour une généralisation de son utilisation.

36. *La mission recommande : (i) Lancement des demandes de propositions pour l'AT AGEE, (ii) la capitalisation des orientations du programme de renforcement des capacités issues du diagnostic du système national E&S et des conclusions de l'évaluation du cadre directeur de l'ESES de la réforme du secteur minier et la transmission des éléments finaux ou provisoires en documents additionnels aux demandes de propositions techniques et financières de l'AT AGEE, (iii) la transmission par l'AGEE à la CNEE des résultats préliminaires de l'évaluation de l'ESES de la réforme du secteur minier, (iv) l'intégration dans le cadrage de l'AT AGEE et l'appui biodiversité mobilisé par le projet COMBO de la nécessité d'une étroite collaboration pour constituer une équipe coordonnée d'appui à l'AGEE, (v) la prise en considération des commentaires de la BM dans le processus de finalisation des textes réglementaires relatifs aux évaluations environnementales et (vi) l'engagement d'un échange avec les experts du projet COMBO+ pour identifier les complémentarités pour le développement des méthodes relatives aux impacts résiduels et au dimensionnement des opérations de compensation et (vii) le lancement d'une campagne pilote pour l'utilisation de l'outil d'évaluation des émissions de GES dans les grandes entreprises extractives.*

37. **Renforcement des capacités opérationnelles de suivi E&S :**

- a. Opérations d'inspections E&S. Le programme 2022 de réalisation des inspections environnementales pour l'attribution et le renouvellement des Certificats de Conformité Environnementale (CCE) et des Autorisations environnementale (AE) a été présenté à la mission et a démontré un renforcement important de la présence de terrain de l'AGEE (Cf. Cadre de résultat) et une normalisation des procédures avec les autres secteurs. La mission a souligné que ce programme a été mis en œuvre en 2022 sans le concours du Projet, en effet les procédures de planification et de décaissement des frais de mission de l'AGEE n'ont pas été normalisé depuis la dernière mission y compris suite à un appui spécifique de l'expert en environnement auprès de l'UGP en janvier 2023. Le programme d'inspection de l'AGEE pour le premier semestre 2023 a pu être validé au cours de la mission et devrait être engagé avant la fin mars 2023. La mission a souligné l'importance d'une attention particulière de l'UGP à l'appui actif à la finalisation de ces programmes de travail pour un financement continu des activités d'inspections centrales pour l'atteinte de l'objectif de développement du Projet. Le MEDD envisage en 2023-2024 la réalisation d'audits E&S complets des opérations dans le secteur extractif, les programmes de travail de l'AGEE devront être adaptés en conséquence ;
- b. Equipements pour les inspections E&S : Le projet a permis l'acquisition de matériel informatique mais l'acquisition d'équipements technique et de matériel roulant pour l'opérationnalisation des équipes de suivi-contrôle prévue en 2022 sera réalisé en 2023 due à des retards dans les processus de passation des marchés⁵³ et permettra de mettre à l'échelle les opérations de l'AGEE et des services associés aux inspection notamment le laboratoire d'analyse environnementale ;
- c. Renforcement de la gestion financière de l'AGEE pour faciliter les opérations : Le recrutement d'un responsable financier est en cours de finalisation et obtiendra un avis technique favorable de la Banque mondiale suite à la validation de la sélection par les autorités bénéficiaires ;
- d. Base de données sur les évaluations environnementales (EE) et le suivi des PGES et autres recommandations : La mission a été informée au cours de la réunion des PTFs que la GIZ avait engagé le recrutement d'une expertise spécifique pour le développement d'une base de données sur

⁵³ GN-PGRNME-297305-GO-RFB / Acquisition matériel technique : Lot-1 : Matériel de surveillance environnementale pour AGEE ; Lot-2 : Matériel pour les conservateurs de la nature / GN-PGRNME-297295-GO-RFB / Acquisition de matériels roulants (véhicules et motocyclettes)

les EE et le suivi des PGES. Si les TdRs de l'AT AGEE prévoyaient également de développer une telle base de données, il s'avère pertinent de réorienter cette activité au cours du cadrage de l'AT en un accompagnement de l'opérationnalisation et de l'utilisation de la base de données qui sera développé avec l'expertise mobilisée par la GIZ.

38. *La mission recommande (i) la mise en œuvre effective du Programme d'inspection pour le premier semestre 2023 à partir de fin mars 2023 ; (ii) l'anticipation de la finalisation des futurs programmes d'inspection pour assurer qu'il y ait un financement continu des inspections par le Projet sans coupure, (iii) l'élaboration et transmission du programme de mise en conformité des entreprises à travers une planification de l'ensemble des audits E&S à engager en 2023-2024, (iv) la finalisation des processus d'acquisition des équipements techniques et matériel roulant, (v) l'approbation par les autorités du processus de sélection du responsable financier AGEE et son recrutement, (vi) le suivi du recrutement de l'expertise pour le développement d'une base de données sur les EE par la GIZ et le cadrage de l'AT AGEE pour accompagner son paramétrage et son utilisation.*

C1.3. Renforcement des capacités opérationnelles et coordination des activités.

39. Le MEDD est engagé dans un processus de renforcement de ses capacités opérationnelles et de la coordination de ses activités avec la rationalisation de ses EPAs (Cf. C1.1) et la mise en place d'un système de suivi-évaluation des performances basé sur le Contrat de performance du département. Différents éléments structurants prévus dans la Projet doivent permettre de renforcer ses capacités opérationnelles et de la coordination de ses activités avec :

40. *Le développement d'une stratégie de communication* : Le processus de recrutement d'une expertise pour l'élaboration d'une stratégie de communication⁵⁴ pour le MEDD, l'AGEE et l'OGPNRF est en cours⁵⁵. La Guinée s'est depuis engagée dans un processus de « Branding national » qui devra être pris en considération dans le développement des stratégies et outils de communication du département.

41. *Le développement d'un programme de formation* : Le processus de recrutement d'une expertise pour le développement d'un plan de formation des cadres du MEDD⁵⁶ a été engagé avec la transmission des TdRs à l'UGP. Il est prévu de disposer d'un plan de formation complet d'ici le dernier trimestre 2023 pour engager sa mise en œuvre dans le cadre du PTBA 2024.

42. *Le développement du manuel de procédures du MEDD* : Le bureau d'étude pour l'élaboration du manuel de procédures du MEDD⁵⁷ a été sélectionné et le contrat est en cours de signature, il est prévu de disposer d'un manuel finalisé au cours du troisième trimestre 2023.

43. *Renforcement des capacités opérationnelles de coordination* : le projet a permis l'acquisition du matériel informatique nécessaire, le processus d'acquisition du matériel roulant pour les opérations de suivi et de coordination du secrétariat général et du BSD et pour les EPAs ciblées⁵⁸ est en cours et doit permettre une livraison au cours du troisième trimestre 2023. Le financement des opérations de suivi et de coordination du SG et du BSD doit être fluidifié à travers des procédures de transfert financiers claires et simplifiées pour assurer une continuité dans ces opérations.

⁵⁴ GN-PGRNME-298165-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication du ministère de l'Environnement

⁵⁵ L'appel à manifestation d'intérêt pour a été lancé le 31 octobre 2022 avec une date limite de dépôt le 13 décembre 2022, le PV pour l'établissement de la liste restreinte ainsi que les ont été transmis à la Banque mondiale le 10 février.

⁵⁶ GN-PGRNME-298170-CS-QBS / Recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un plan de formation du MEDD y compris des services de coordination et d'appui

⁵⁷ GN-PGRNME-299371-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration des manuels de procédures du MEDD, de l'OGPRF et de l'AGEE : La SMI a été lancée le 01 août 2022. Suite à l'évaluation de manifestations d'intérêt reçues, le cabinet IAC a été retenu. Le contrat a été signé le 16 février 2023.

⁵⁸ GN-PGRNME-297295-GO-RFB / Acquisition de matériels roulants (véhicules et motocyclettes) / GN-PGRNME-251453-GO-RFB / Acquisitions matériel informatique (Lot 1) Direction système d'information, (Lot 2) et de scan pour Base de données EIES, (Lot 3) BSD / SG, (Lot 4) pour OGPR et aires protégées : Suite à l'ANO de la banque sur le DAO le 21 novembre 2022, un avis d'appel d'offres a été publié le 28 novembre 2022 pour une remise des offres fixée le 10 janvier 2023.

44. *La mission recommande (i) la finalisation du recrutement du bureau d'étude pour l'élaboration des stratégies de communication, (ii) l'implication active de l'équipe du « branding national » pour une contribution au cadrage de l'élaboration de la stratégie de communication y compris le développement d'une identité visuelle pour le nouveau réseau des aires protégées de Guinée, (iii) la finalisation du recrutement du bureau d'étude pour l'élaboration du programme de formation, (iv) l'élaboration du manuel de procédure du MEDD prenant en considération la rationalisation en cours des EPAs et leurs liens fonctionnels avec les Directions et services d'appuis, (v) l'acquisition des véhicules du MEDD et (vi) la mise à disposition des frais opérationnels pour le SG et le BSD pour assurer une coordination active.*

Sous-composante C.2. Gestion des aires protégées dans des zones ciblées

C2.1. Cadre de connaissances, de formation et de gestion des aires protégées.

45. Structuration de l'OGPNRF et planification de la gestion : Le processus de mobilisation d'une assistance technique long terme en appui à l'OGPNRF a été engagé⁵⁹, il est envisagé une mobilisation de l'expertise au cours du troisième trimestre 2023. Le bureau d'étude pour l'élaboration du manuel de procédures de l'OGPNRF⁶⁰ a été sélectionné et le contrat est en cours de signature, il est prévu de disposer d'un manuel finalisé au cours du troisième trimestre 2023.

46. Renforcement de la gestion financière de l'OGPR pour faciliter les opérations : Le recrutement d'un directeur administratif et financier et de onze comptables régisseurs des parcs est en cours de finalisation. Le Directeur obtiendra un avis technique favorable de la Banque mondiale suite à la validation de la sélection par les autorités.

47. Préparation des activités dans les AP : Plusieurs activités de préparation à la gestion des AP ont-été engagées et planifiées :

- a. Evaluation des impacts des activités de gestion des aires protégées : EIES relatives aux interventions dans les aires protégées ciblées⁶¹ a été engagée au cours de la phase de préparation mais sa réalisation a été mise en pause du fait des événements politiques. Une prorogation du délai d'exécution du contrat a été signée le 08 septembre 2022 et l'ordre de service a été signé le 16 septembre 2022 pour un démarrage effectif le 19 septembre 2022, un second avenant est en cours d'élaboration. Les commentaires de la Banque mondiale seront transmis d'ici la fin du mois de mars 2023.
- b. Renforcement des capacités de gestion des aires protégées La formation des 120 Conservateurs de la nature sur la collecte de données de terrain (GPS/smart) n'a pas encore été organisée par manque d'implication des responsables en charge de la gestion financière pour finaliser le budget. Un accord entre l'OGPNRF et l'UGP au cours de la mission doit permettre d'envisager le démarrage de ces formations au cours du second trimestre 2023.

48. Processus de refonte du réseau d'aires protégées : L'OGPNRF a annoncé un processus de refonte du réseau d'aires protégées national en décembre 2022 à Montréal au cours de la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) permettant une rationalisation de la gestion du réseau et la planification de la contribution de la Guinée aux objectifs 30X30 du nouveau cadre mondial sur la biodiversité. Les PTFs se sont engagés à coordonner leurs contributions pour accompagner le MEDD dans la concrétisation de cette nouvelle vision pour le réseau d'aires protégées.

⁵⁹ GN-PGRNME-298167-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour une assistance technique en long terme pour l'OGPRF : Suite à la publication de la SMI le 26 septembre 2022 pour une date de remise fixée au 04 novembre 2022, le rapport d'évaluation est en cours de finalisation.

⁶⁰ GN-PGRNME-299371-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration des manuels de procédures du MEDD, de l'OGPRF et de l'AGEE : La SMI a été lancée le 01 août 2022. Suite à l'évaluation de manifestations d'intérêt reçues, le cabinet IAC a été retenu. Le contrat a été signé le 16 février 2023.

⁶¹ GN-PGRNME-149703-CS-CQS / Recrutement d'un cabinet pour la réalisation des études d'impact environnementale et sociale pour les aires protégées ciblées

49. Une feuille de route pour la mise en œuvre de cette refonte a été présenté au cours de la mission (Annexe 4) et a permis d'identifier les activités qui seront financées dans le cadre du Projet pour contribuer à cette dynamique, notamment : (i) la réalisation d'une ESES pour la refonte du réseau d'aires protégées de Guinée ainsi que (ii) le financement des consultations nécessaires pour finaliser les nouvelles délimitations notamment dans les 11 aires protégées ciblées par le Projet.

50. Une série de données spatiales actuellement disponible en appui à la délimitation du nouveau réseau d'aires protégées a été compilée au cours de la mission dans un dossier en ligne pour faciliter le partage et l'accès à l'information ainsi que dans un disque dur. Une carte web interactive a également été élaborée pour faciliter la communication avec les partenaires⁶² et une série de cartes est également disponible ainsi que des statistiques sur les surfaces. L'acquisition de logiciels de cartographie permettra aux équipes du CNSOE et de l'OGPNRF de manipuler ces données.

51. *La mission recommande de : (i) la mobilisation de l'AT à l'OGPNRF (ii) la finalisation du manuel de procédure de l'OGPNRF prenant en considération la rationalisation des EPAs au cours du troisième trimestre 2023, (iii) le recrutement d'un directeur administratif et financier et de onze comptables régisseurs des parcs, (iv) l'ouverture des comptes bancaires des aires protégées, (v) le recrutement du chargé de la logistique, (vi) la réalisation de la formation des 120 écogardes avec l'appui de WCF, (vii) l'inscription de la réalisation de l'ESES pour la refonte du réseau d'aires protégées de Guinée dans le PTBA et le PPM ainsi que la transmission des termes de références pour lancer le processus de recrutement de l'expertise et (viii) la transmission d'une planification et des termes de références pour l'organisation des ateliers de consultations pour la refonte du réseau d'aires protégées et (ix) la compilation avec l'ensemble des partenaires des données disponibles pour la délimitation du nouveau réseau.*

C2.2. Infrastructures, équipements et aménagements.

52. Plusieurs activités pour la mise en place d'un cadre adapté pour la gestion des aires protégées sont planifiées en ce qui concerne la construction d'infrastructures et l'acquisition d'équipements :

- a. Infrastructures de gestion des aires protégées : au cours de la phase de préparation du projet un groupement de cabinet a été retenu suite à un processus compétitif pour la réalisation des plans et DAO des infrastructures de terrain, les négociations sont en cours de finalisation et les prestations doivent commencer au cours du second trimestre 2023⁶³.
- b. Equipements pour la gestion des aires protégées : plusieurs acquisitions ont été planifiées dans le cadre du plan de travail 2023 pour opérationnaliser les activités de gestion des aires protégées y compris : (i) l'acquisition de matériel informatique⁶⁴ (réceptionné), (ii) l'acquisition de matériel technique pour la gestion des aires protégées⁶⁵, (iii) l'acquisition de matériel roulant⁶⁶, et (iv) l'acquisition de matériel flottant⁶⁷.

53. *La mission recommande : (i) la finalisation des négociations et la signature du marché avec le groupement retenu pour la prestation d'élaboration des plans des bâtiments de terrain de l'OGPNRF et*

⁶² <https://herethere.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=7c5e853de59c437d80d11d940a717fd6>

⁶³ GN-PGRNME-173717-CS-CQS / Recrutement d'un Cabinet architecte pour élaboration des plans des bâtiments terrain OGPR et élaboration des DAO

⁶⁴ GN-PGRNME-251453-GO-RFB / Acquisitions matériel informatique (Lot 1) Direction système d'information, (Lot 2) et de scan pour Base de données EIES, (Lot 3) BSD / SG, (Lot 4) pour OGPR et aires protégées

⁶⁵ GN-PGRNME-297305-GO-RFB / Acquisition matériel technique / Lot-1 : Matériel de surveillance environnementale pour AGEE / Lot-2 : Matériel pour les conservateurs de la nature

⁶⁶ GN-PGRNME-297295-GO-RFB / Acquisition de matériels roulants (véhicules et motocyclettes)

⁶⁷ GN-PGRNME-298212-GO-RFB / Acquisition de matériels de surveillance maritime / Lot-1 : deux (2) Vedettes de surveillance marine OGPRF / Lot2 : pirogues motorisées pour OGPRF

des DAO, (ii) le lancement de l'AMI pour le matériel technique, (iii) la finalisation du processus d'acquisition des véhicules, (iv) la finalisation des spécifications techniques du matériel flottant.

C2.3. Gestion participative et adaptative des aires protégées

54. Plusieurs activités pour la mise en œuvre d'une gestion participative des aires protégées sont planifiées :

- a) La mise en œuvre des plans de surveillance des APs à travers l'organisation des patrouilles de surveillance régulières⁶⁸, à l'aide de l'outil de suivi spatial et de rapportage SMART⁶⁹ par l'OGPNRF avec des institutions partenaires ;
- b) La supervision technique, administrative et financière des activités de terrain à travers l'organisation des missions de supervision menées par les équipes du siège de l'OGPNRF notamment pour le recensement du personnel, des infrastructures et des équipements ;
- c) La gestion participative des aires protégées à travers le renforcement des comités de communes locales mis en place par l'ANAFIC. Un Accord de Partenariat est prévu entre l'OGPNRF et l'ANAFIC afin de faciliter la mobilisation des Comités communaux dans la gestion des aires protégées et la mise en œuvre des Programme d'Activités génératrices de revenus.

55. *La mission recommande : (i) La mise en œuvre des Plans de Travail Budgétisés pour la gestion des APs cibles, (ii) la transmission, d'une version mise à jour des TdRs, pour la mise en œuvre de missions de supervision régulières des activités des APs par l'OGPNRF Central et d'organiser celles-ci au plus tôt et (iii) l'intégration dans le manuel de procédure de l'OGPNRF des modalités d'implication des Comités communaux dans la planification de la gestion des aires protégées.*

C.2.4. Possibilités alternatives de développement local et d'activités génératrices de revenus

56. Le plan de travail 2023 du projet prévoit la mobilisation de trois ONG spécialisées sur des zones identifiées⁷⁰ pour accompagner le développement d'activités alternatives génératrices de revenus (AGR) en périphérie des aires protégées ciblées.

57. *La mission recommande : (i) l'élaboration par l'OGPNRF avec l'appui du spécialiste en développement social de l'UGP et la transmission des TdRs pour le recrutement d'ONG spécialisées pour accompagner le développement d'activités alternatives génératrices de revenus (AGR) en périphérie des aires protégées ciblées, (ii) l'adaptation, en fonction des besoins identifiés, du PPM pour d'éventuelles sélections directes et (iii) la mobilisation de GIE pour la réalisation des petits travaux d'entretiens des APs.*

Composante D. Gestion de Projet

58. Personnel : l'Unité de gestion du Projet (UGP) dispose maintenant d'une équipe comprenant un coordonnateur (Sory Kouyaté), un responsable administratif et financier (Alpha Barry), un comptable en chef (Kadiatou Kandora Camara), une comptable pour les activités MEDD du projet (Fatoumata Camara)⁷¹, un spécialiste en passation des marchés (Boubacar Soumah)⁷², une analyste en passation des marchés pour les

⁶⁸ Cela comprend les frais de fonctionnement des bureaux extérieurs, des missions et des patrouilles et le recrutement de personnel supplémentaire pour assurer une meilleure gestion des zones de projet.

⁶⁹ <https://smartconservationtools.org/>

⁷⁰ GN-PGRNME-302585-CS-CQS / Recrutement d'une ONG spécialisée pour mettre en œuvre le programme d'AGR en Haute Guinée / GN-PGRNME-298168-CS-QBS / Recrutement d'une ONG spécialisée pour mettre en œuvre le programme d'AGR en Basse Guinée / GN-PGRNME-302586-CS-CQS / Recrutement d'une ONG spécialisée pour mettre en œuvre le programme d'AGR en Guinée Forestière

⁷¹ GN-PGRNME - MINES-245327-CS-INDV / Recrutement d'un Comptable de l'UEP du PGRNME volet Environnement.

⁷² GN-PGRNME - MINES-245324-CS-INDV / Recrutement d'un Spécialiste en Passation de Marchés de l'UEP du PGRNME

activités MEDD du projet (Fatoumata Bah)⁷³, un spécialiste en suivi & évaluation (Thierno Diallo), un spécialiste en environnement (Alpha Diallo), un spécialiste en développement social (Mamadou Doumbouya)⁷⁴, un auditeur interne (Sidi Mohamed Touré)⁷⁵, une assistante administrative (Madeleine Sylla).

59. La mission a permis d'identifier plusieurs piliers pour le renforcement de l'efficacité du personnel y compris :

- a. Le recrutement d'un coordonnateur pour les activités MEDD du Projet, décidé au cours de la revue du portefeuille de début 2023 doit être engagé avec la finalisation des TdRs et de son recrutement d'ici fin avril 2023 ;
- b. Le recrutement d'un consultant sénior en PM court terme à temps partiel (2 jours par semaine) pour accompagner les processus complexe de PM ;
- c. L'UGP n'a pas encore pris l'opportunité de mobiliser des stagiaires qui ont-été formés par la BM pour intégrer les UGPs mais devrait les mobiliser sur les différents sujets dans les prochains mois ;

60. Cadre de travail : L'UGP a loué des locaux⁷⁶, les a aménagés⁷⁷ et équipés⁷⁸ pour les rendre les fonctionnels. Toutefois la mission a permis de réitérer la nécessité du renforcement de la proximité entre le personnel de l'UGP dédié aux activités MEDD du Projet et les agences d'exécution du Ministère à travers l'attributions de bureaux au sein du MEDD pour le coordonnateur MEDD, la comptable et l'analyste en PM.

61. Logiciel comptable : L'acquisition, l'installation et le paramétrage du Logiciel TOM2PRO⁷⁹ a été réalisé, toutefois la comptabilité doit être mise à jour.

62. *La mission recommande : (i) le recrutement d'un coordonnateur pour les activités MEDD du projet conformément à la décision prise au cours de la revue du portefeuille, (ii) le recrutement du consultant spécialisé en PM, (iii) la mobilisation de 5 stagiaires en appui à l'UGP (PM, FM, S&E, gestion environnementale et développement social) et (iv) la délocalisation des personnels dédiés à la composante MEDD du projet dans des bureaux au sein du MEDD*

⁷³ GN-PGRNME - MINES-245326-CS-INDV / Recrutement d'un Analyste en Passation de Marchés de l'UEP du PGRNME

⁷⁴ GN-PGRNME - MINES-245325-CS-INDV / Recrutement d'un Spécialiste en Développement Social et Genre de l'UEP du PGRNME

⁷⁵ GN-PGRNME - MINES-245328-CS-INDV / Recrutement d'un Auditeur Interne de l'UEP du PGRNME

⁷⁶ GN-PGRNME - MINES-245320-GO-RFQ / Location de bureaux pour l'Unité d'Exécution du Projet (UEP) du PGRNME pour 1 an

⁷⁷ GN-PGRNME - MINES-245542-CW-RFQ / Aménagement des locaux de l'UCP du PGRNME

⁷⁸ GN-PGRNME - MINES-245321-GO-RFQ / Acquisition des Mobiliers de bureau en faveur de l'UEP du PGRNME

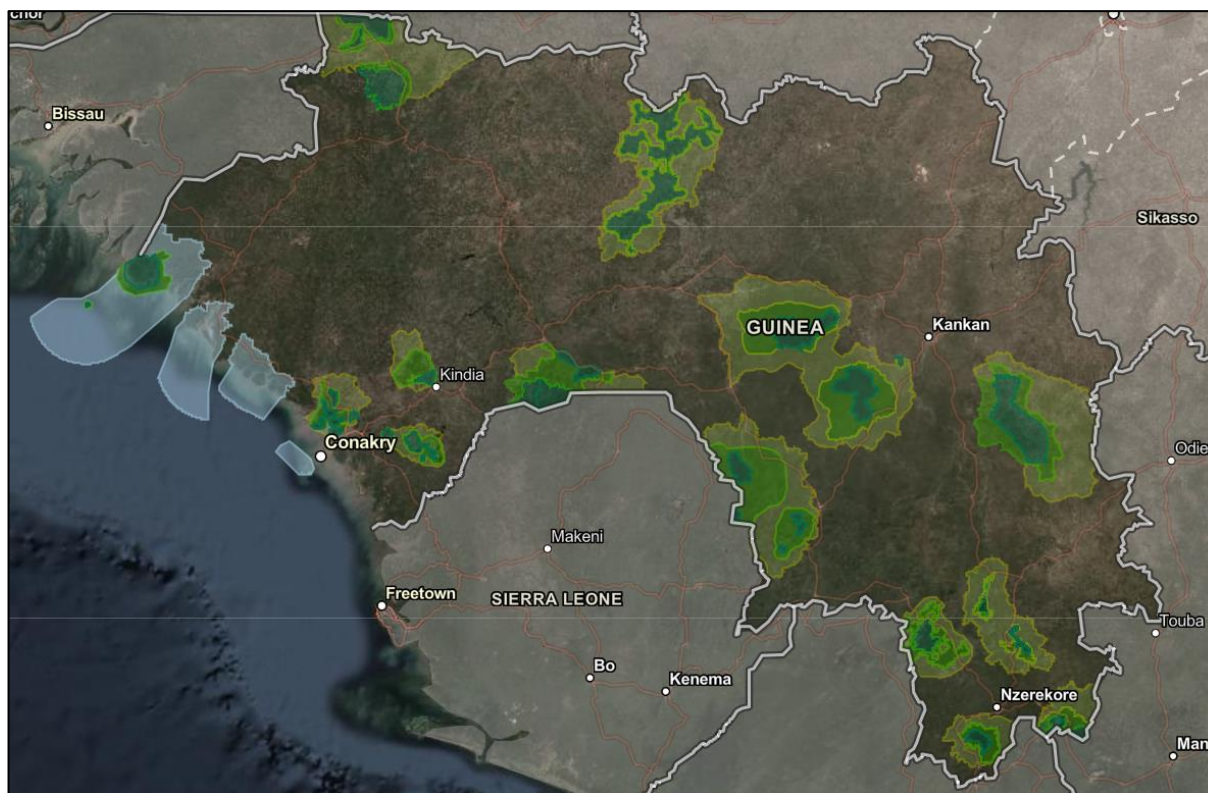
⁷⁹ GN-PGRNME - MINES-245322-GO-DIR / Acquisition, installation et paramétrage du Logiciel TOM2PRO avec la Société TOMATE en faveur du PGRNME

MINISTÈRE DE
L'ENVIRONNEMENT ET
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
OFFICE GUINEEN DES PARCS
NATIONAUX ET RESERVES DE
FAUNE

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

FEUILLE DE ROUTE POUR LA MISE EN PLACE DU RESEAU GUINEEN D'AIRES PROTEGEES (REGAP)



Mars 2023

Annexe 5 – Cadre de résultat du Projet mis à jour pour l'année 2022

Nom de l'indicateur	Valeur de base (2021)	Résultats en 2022	Cibles en 2022	Résultats attendus (2027)
Objectif de développement : Renforcer les capacités institutionnelles pour la gestion intégrée des ressources minières et naturelles et augmenter les bénéfices des secteur environnement et mines				
Indicateurs partie 1 ODP (Renforcer les capacités institutionnelles pour la gestion intégrée des ressources minières et naturelles)				
ODP1 : Surface de zones forestières ciblées sous plan de gestion (Hectare (ha))	0	148,986	0	1,191,800
<i>Kounoukan MP (ha)</i>	0		0	5,700
<i>Niger-Source MP (ha)</i>	0		0	26,000
<i>PN du Haut-Niger MP (ha)</i>	0		0	70,500
<i>Pic de Fon MP (ha)</i>	0		0	3,200
<i>Mont Béro MP (ha)</i>	0	26,800	0	27,600
<i>Mont Nimba MP (ha)</i>	0		0	14,600
<i>Diécké MP (ha)</i>	0	121,921	0	59,400
<i>Konkouré MP (ha)</i>	0		0	29,900
<i>Rio Pongo MP (ha)</i>	0		0	26,100
<i>Rio Kapatchez MP (ha)</i>	0		0	29,900
<i>Loos MP (ha)</i>	0	265	0	1,400
<i>Observation ODP1 : Plusieurs PAG ont été élaborés avec l'appui financier d'autres partenaires au développement notamment Mont Béro et Diécké avec l'appui de l'UE et les îles de Loos avec l'appui du RAMPAO. Le PAG du PN du Haut Niger mis à jour avec financements UE devrait également être validé dans les prochains mois. Ces plans devront être mis à jour suite au processus de révision du réseau d'aires protégées de Guinée.</i>				
ODP2 : Inspections environnementales annuelles des grands projets d'infrastructure (Nombre)	0	60	0	20
<i>Entrepris en consultation avec les citoyens (Nombre)</i>	0	15	0	12
<u>Observations ODP2</u> En 2022 l'AGEE a délivré ou renouvelé 98 documents environnementaux, se finançant sur le budget national (sans contribution du PGRNME) y compris : <ul style="list-style-type: none"> - 60 Certificat de Conformité Environnemental (CCE) dont 44 renouvellements, un renouvellement avec audit et 15 nouveaux certificats ; - 38 Autorisation environnementales (AE) dont 32 renouvellements et 6 nouvelles autorisations. <i>L'indicateur correspondant uniquement aux "grands projets", seul les CCE ont été comptabilisés (projets de catégorie A), l'AGEE ayant confirmée que toute délivrance ou renouvellement de CCE requière une inspection environnementale.</i> <i>Seule 15 inspections ont été considéré comme ayant été entrepris en consultation avec les citoyens, cette assomption est conservative, en effet elle correspond uniquement aux nouveaux CCE délivrés qui requièrent systématiquement une audience publique. Certains renouvellements de CCE ont peut-être également fait l'objet d'une consultation mais ces données n'ont pas été enregistrées dans la base de données de l'AGEE.</i>				
ODP3 : Suivi et contrôle techniques annuels réalisés sur les mines industrielles (pourcentage)	100	100	100	100
<u>Observations ODP3 : Sans</u>				
Indicateurs partie 2 ODP (Augmenter les bénéfices des secteurs environnements et mines)				
ODP 4 : Valeurs des biens et services achetés via la plateforme d'achat en ligne (\$US / an) (Nombre)	9M	52	10M	60M
<u>Observations ODP4 : Sans</u>				
IR. Composante A. Amélioration des cadres politiques, règlementaire, institutionnels des secteurs mines et environnement				
Score relatif à la réforme du cadre règlementaire (Indicateur)	8	8	8	20
<i>Code des Aire protégée</i>	1	1	1	4

Code de la Faune sauvage	1	1	1	4
Code de l'Eau	1	1	1	4
Code Forestier	2	2	2	4
Code de l'Environnement	3	3	3	4
<p><i>Observation : Cet indicateur doit capturer les progrès des réformes réglementaires en cours dans le secteur de l'environnement et des ressources naturelles. Il est relatif à 5 lois spécifiques et aux textes d'application associés. L'avancement des réformes pour chacun des Code est évalué à travers le score suivant : 0= pas de loi existante / 1= projet de loi ou loi existante mais devant être révisée / 2= Loi adoptée / 3= loi adoptée et textes d'application en version provisoire / 4= loi et textes d'application adoptés et disséminés. Le score global étant la somme des scores de chacun des sous-indicateurs</i></p> <p><i>Si certains textes d'application du Code de l'environnement ont été élaborés notamment ceux relatifs aux évaluations environnementales, ils ne sont pas considérés comme étant suffisant pour augmenter le score de cet indicateur.</i></p>				
Mise à jour du cadre réglementaire du secteur minier (Nombre)	16	16	16	29
<i>Observation : les TdRs pour l'élaboration des 16 textes d'application sont en préparation par le MMG</i>				
Mise à jour de l'ESES et suivi régulier de la mise en œuvre des recommandations (Oui/non)	non	non	Non	oui
<i>Observation : Evaluation de l'ESES en cours</i>				
Composante B. Politiques, institutions, gouvernance et inclusion économique du secteur minier				
B1. Politiques, institutions et gouvernance				
Elaboration d'une stratégie d'égalité des genres dans le secteur minier (Oui / Non)	non	oui	Non	oui
<i>Observation : Etude réalisée</i>				
Services de conseils pour le développement ou l'expansion de projets (Oui / Non)	non	non	Non	oui
<i>Observation : Nouvelle demande du MMG, les TdR sont en préparation</i>				
Exclusion des permis miniers des forêts classées et autres aires protégées (Oui / Non)	non	non	Non	oui
<i>Observation : Un répertoire sur les aires protégées a été réalisé en 2019 et la révision du réseau des aires protégées a été engagée fin 2022, ces données n'apparaissent actuellement pas dans le cadastre minier. Un travail systématique de superposition des couches de données doit être réalisé pour identifier les différentes superpositions.</i>				
Nombre de fonctionnaires et de représentants d'organisations formés (Nombre)	0	0	0	350
dont formations pour les ONG, les parlementaires et autres organisations de contrôle (Nombre)	0	0	0	80
<i>Observation : Sans</i>				
Système de surveillance sismique installé (Oui / Non)	non	non	Non	oui
<i>Observation : Sans</i>				
Achèvement de l'étude géochimique du sud de la Guinée (Oui / Non)	non	non	Non	oui
<i>Observation : Sans</i>				
Mise au point d'une procédure transparente d'accès aux actifs géologiques et miniers du gouvernement (Oui / Non)	non	non	Non	oui
<i>Observation : Sans</i>				
Publication des recettes affectés, distribués aux communautés par le secteur minier (Nombre)	4	4	4	10
<i>Observation : Sans</i>				
Bénéficiaires des interventions dans le secteur minier (Nombre)	0	0	0	20.000
Représentation des femmes (pourcentage)	0	0	0	30
<i>Observation : Sans</i>				

Personnes formées et sensibilisées sur la législation environnementale, sociale et du genre, et sur les bonnes pratiques dans le secteur minier. (Nombre)	5.150	5150	5,150	15,000
<i>Observation : Sans</i>				
B2. Intégration économique du secteur minier				
Nombre de PME / PMI enregistrées sur la plateforme en ligne de contenu local du secteur minier (BSTP) (nombre)	1,794	2,012	2,000	2,300
<i>Observation : Sans</i>				
Représentants des PME/PMI formés (Nombre)	100	716	100	400
<i>Observation : dont 366 femmes. Cette formation a été faite par la BSTP</i>				
Rapports ITIE produits (Nombre)	14	15	14	20
<i>Observation : Sans</i>				
Nombre d'entreprises enregistrées sur la BSTP appartenant à des femmes bénéficiant de contrats avec des sociétés minières (Nombre)	5	12	5	20
<i>Observation : Ce nombre est actuellement de 12</i>				
Composante C. Environnement et gestion des ressources naturelles				
C1. Cadre légal, institutionnel, appui logistique et gestion des standards E&S				
Canaux institutionnalisés pour permettre aux citoyens de participer à la planification et à l'exécution des projets d'infrastructure (Oui / Non)	non	non	non	oui
<i>Observation : Certains canaux existent mais doivent être formalisés dans les textes d'application du Code de l'environnement</i>				
Modernisation et généralisation de la base de données d'évaluation environnementale et sociale sur tous les projets concernés (Oui / Non)	non	non	non	oui
<i>Observation : Si une base de données moderne n'est pas pour l'instant opérationnelle, l'AGE dispose d'une base de données simple sous Excel et plusieurs activités doivent permettre de la moderniser au cours de l'année 2023 notamment avec un appui de la GIZ en cours de recrutement d'une expertise pour cela et dans le cadre de l'AT à l'AGEE pour un appui à l'opérationnalisation.</i>				
C2. Gestion des aires protégées dans des zones sélectionnées				
Nombre d'Homme-jour de missions de surveillance et contrôle par les Conservateurs de la nature dans les zones ciblées	1,000	3,926	1,000	60,000
<i>Observation : Ce résultat correspond aux missions dans le Parc National du Haut Niger, de la Réserve Naturelle de Kounoukan et de la Réserve de biosphère des Monts Nimba qui ont été financées par l'UE.</i>				
Proportion de comités locaux des communes périphériques des zones ciblées engagés activement dans la gestion des aires protégées (Pourcentage)	0	0	0	75
Dont part de femmes dans les comités locaux de prise de décision (pourcentage)	0	NA	0	20
<i>Observation : L'implication des Comités locaux des communes est prévue dans les PTBA des aires protégées qui n'ont pas encore été mis en oeuvre</i>				
Bénéficiaires ciblés ayant signalé une augmentation de leurs revenus grâce à l'accès à des activités alternatives génératrices de revenus (Nombre)	0	0	0	500
Dont femmes ayant accès aux activités génératrices de revenus (Nombre)	0	NA	0	420
<i>Observation : Le programme d'AGRs n'as pas encore été engagé.</i>				

Annexe 7 - Sauvegardes E&S

1. La mission considère la performance en matière de mise en œuvre des mesures environnementales comme étant modérément satisfaisante et la performance de la mise en œuvre des mesures sociales comme étant également modérément satisfaisante.

2. Les échanges entrepris au cours de la mission ont permis de passer à travers le détail de la mise en œuvre des activités environnementales et sociales (E&S) en vue d'évaluer la performance du projet, ainsi que les mesures prévues dans le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) pour une revue de l'état de conformité. En termes de réalisations, le projet a connu quelques lentes avancées. On peut noter la préparation du projet de protocole de collaboration avec l'ANAFIC pour la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes ainsi que des termes de référence en vue du développement des activités génératrices de revenus en périphérie des aires protégées. Le rapportage sur la mise en œuvre des mesures E&S est effectif, néanmoins, les observations faites sur une amélioration de ce rapportage lors de la dernière mission restent encore à être prise en compte, notamment : (i) l'intégration des aspects E&S dans le même rapport, (ii) l'implication de l'AGEE et (iii) la révision du canevas du rapport afin de documenter l'état d'avancement des recommandations de la mission précédente, ainsi que le respect des engagements du PEES. La mission a permis de réaliser une revue détaillée du PEES et de mettre en évidence la nécessité d'une étroite collaboration entre l'UGP et l'AGEE pour la gestion des standards E&S.

3. La revue du PEES a fait ressortir les aspects suivants :

- (i) En termes de structure organisationnelle des avancées ont été notées car l'UGP a complété le recrutement du spécialiste en développement social en mai 2022 et l'AGEE a désigné les 2 experts E&S points focaux sur le projet. Concernant l'équipe de l'AGEE, une meilleure connaissance des rôles et responsabilités ainsi qu'une implication accrue sur le projet seront nécessaire pour faire avancer l'ensemble des activités sous la responsabilité de l'AGEE. Par ailleurs, une amélioration de la communication et de la coordination entre l'UGP et AGEE restent indispensable pour une mise en œuvre diligente des activités du projet. Le recrutement de l'assistance technique en cours devrait permettre, d'ici le mois de juin 2023, de compléter la structure organisationnelle pour la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Au sein de l'UGP, la contractualisation et l'assurance maladie sont effectives, ainsi que la signature du code de conduite. Les ressources matérielles sont partiellement disponibles avec l'acquisition d'ordinateurs mais la fourniture d'une connexion internet stable en cours de discussion tandis que les ressources logistiques sont en cours d'acquisition ;
- (ii) Concernant la mise en œuvre des instruments préparés, le Plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO), le Plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) ainsi que le Mécanisme de gestion des plaintes (MGP) ne connaissent pas encore une mise en œuvre effective du fait du non-démarrage effectif des activités du projet. Cependant la planification effectuée par les spécialistes de l'UGP prévoit un démarrage de ces activités avant la fin du 2^e trimestre 2023, une fois le protocole avec l'ANAFIC signé, notamment par une redynamisation des comités de gestion des plaintes autour des aires protégées, une identification des comités autour des zones minières, le suivi de la mise en œuvre des AGRs et la sensibilisation des parties prenantes identifiées dans le PEPP. La mission a convenu avec l'UGP et l'ANAFIC, de la mise à jour du MGP dans le cadre du protocole avec l'ANAFIC et intégrera la mobilisation des Comités pour la sensibilisation à la gestion des aires protégées, la composante gestion des plaintes de l'UGP, ainsi que la réception et le traitement des plaintes

relatives à l'Exploitation, aux Abus et au Harcèlement Sexuels (EAS/HS). Le MGP comprendra une budgétisation adéquate en vue d'assurer son fonctionnement effectif ;

- (iii) La mission a constaté le démarrage effectif de l'évaluation de la mise en œuvre du « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier » de l'ESES de la réforme du secteur minier, et a bénéficié d'une présentation du niveau d'avancement des travaux. Elle retient que sa finalisation doit se faire dans un cadre participatif avec les entités locales et organisations internationales notamment sur des missions précédentes effectuées par le LAE et également sur le rôle du FECAN dans le financement des activités opérationnelles de l'administration pour les évaluations E&S ;
 - (iv) Sur le plan des rapports à fournir, la Mission a encouragé l'UGP à prendre en compte les observations et commentaires relatifs au rapport du 4^{ème} trimestriel 2022 et de les refléter dans les prochains rapports ;
 - (v) La mission a noté que l'ANO a été donné pour l'AT en Géo Science pour la réalisation d'un certain nombre de tâche au compte du secteur minier. La nature et la taille de ces activités n'étant pas encore précisé, les spécialistes de sauvegardes de l'UGP doivent prêter une attention particulière pour l'application des dispositions du CGES, notamment en ce qui concerne la pré-évaluation des activités.
4. La mission a permis de souligner l'importance particulière qu'il doit être apportée à une série d'activités du fait de leur sensibilité notamment : (i) L'évaluation de la mise en œuvre du « Cadre directeur pour une gouvernance E&S dans le secteur minier » de l'ESES de la réforme du secteur minier qu'il est important de mener dans un cadre participatif large, (ii) le processus de revue avant validation du référentiel national pour la réinstallation des populations impactées par les projets publics et privés en vue de s'assurer de la prise en compte des normes de la Banque et des meilleures pratiques internationales et (iii) la finalisation de l'EIES des aires protégées après la revue effectuée par l'UGP et la BM.
5. Sur les missions d'inspection environnementale et sociale de l'AGEE au sein des projets miniers, une revue systématique des TdRs et du budget a été faite avec l'AGEE et l'UGP ; un plan de travail pour cette première série d'inspection a été adopté couvrant la période de mars-avril 2023.
6. Sur la mobilisation des stagiaires formés par la Banque mondiale, la mission constate que malgré les efforts du projet BOCEJ et de la DNIP, les stagiaires n'ont pas été mobilisés par l'UGP. La mission a fait les entretiens avec les parties prenantes concernées par cette activité. De fortes recommandations ont été faites pour une mobilisation rapide de ces stagiaires.

Projet de résilience climatique, sécurité alimentaire et des pêches

7. L'équipe a permis d'informer les ministères impliqués du Cadre E&S applicable à ce nouveau projet et qu'un Résumés des revues environnementales et sociales (*Environmental and Social Review Summary- ESRS*) sera élaboré dès l'élaboration de la note conceptuelle.

Annexe 7 - Bilan de l'exécution des actions convenues au cours de la mission du juillet 2022

Les actions convenues lors de la mission sont résumées comme suit :

Activités	Resp.	Date	Niveau de mise en œuvre
A. Amélioration du cadre institutionnel des secteurs minier et environnemental			
A1. Coordination des stratégies et réglementations minières et environnementales (MMG)			
A1.1. Évaluation et harmonisation coordonnées des réglementations minières, environnementales et des ressources naturelles			
Lancer l'AMI pour l'expertise juridique pour l'appui juridique dans le secteur de l'environnement et de gestion des ressources naturelles après validation des TdRs	UGP	15-Aug	Lancé avec retard
Organisation d'ateliers de finalisation et de validation du Référentiel national pour la réinstallation des populations impactées par les Projets Publics et privés en République de Guinée et clarifier l'enclage institutionnel du processus	UGP-MMG-MEDD	30-Sep	Organisé
A1.2. Cadre de suivi de l'ESES de la réforme du secteur minier			
Etablir une liste des parties prenantes au niveau national et international à impliquer au cours de l'évaluation de la mise en œuvre du cadre directeur de l'ESES de la réforme du secteur minier	UGP	30-Sep	Liste non élaborée
Inviter la CNEE à intégrer le Comité de suivi de l'évaluation du cadre directeur de l'ESES (cadrage, revue des livrables...)	UGP-AGEE	30-Sep	Non réalisé
Lancer l'évaluation de la mise en œuvre du cadre directeur de l'ESES de la réforme du secteur minier	UGP	30-Oct	Lancée avec retard
A2. Outils pour améliorer la coordination de l'exploitation minière et de l'environnement			
A2.1. Processus de planification intersectorielle de l'utilisation des terres (MEDD)			
Organiser l'atelier de validation des TdRs pour la mobilisation d'une assistance technique en appui à l'élaboration du PGIZMC en impliquant l'ensemble des parties prenantes permettant la mise en place d'un comité interministériel de suivi de l'étude	UGP/CNPMZC	20-Oct	Organisée avec retard
Soumettre formellement les TdRs à travers le STEP dès validation pour finaliser le recrutement	UGP	30-Oct	Soumis avec retard
Impliquer de l'ANAFIC dans les initiatives d'aménagement du territoire engagées pour assurer une cohérence avec les processus de mise à jour ou de développement des plans de développement locaux	UGP	Continue	ANAFIC invite à la validation des TdRs du PGIZMC
A2.2. Mécanisme de financement durable de la conservation, de l'atténuation et de la compensation des impacts du secteur minier (MEDD)			
Mise en place d'un comité de pilotage pour le suivi du processus de mise en place d'un mécanisme de financement durable pour les aires protégées pour que des résultats concrets de l'étude puissent être présentés au cours de la COP 15 CBD	MEDD	30-Sep	Comité mis en place avec retard
Transmission d'une version provisoire de TdRs pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'opérationnalisation du FECAN à réaliser en 2023	FECAN	31-Oct	TdRs draftés mais non transmis

Engager la réflexion sur l'élaboration d'un plan d'affaire pour le réseau des AP qui devra être réalisée en parallèle de la révision du réseau d'AP suite à la mobilisation du DAF et de l'AT OGPRF ainsi que de la réalisation d'un bilan sur plusieurs cycles d'appui au fonctionnement des APs.	OGPR	15-Dec	Réflexion engagée
A2.3. Contribution aux systèmes de surveillance de l'eau pour l'exploitation minière et la gestion des ressources naturelles dans les zones stratégiques (MMG)			
Recrutement assistance technique géosciences (voir B.1)	UGP-MMG	31-Dec	AT geoscience pas encore recrutée
A3. Renforcement de la contribution de la Guinée au processus de lutte contre les changements climatiques			
Transmettre la liste et les contacts des points focaux climat qui devraient être membre du CNCC	CNCC-DNPCC	30-Sep	Liste non transmise
Transmettre le programme de travail du CNCC (y compris avant les nominations officielles du CNCC et avec le processus de validation du plan d'action climat sectoriels)	CNCC-DNPCC	30-Sep	CNCC pas encore créé
Transmettre une feuille de route, des termes de références et un budget pour la participation de la Guinée à la COP 27	MEDD-DNPCC	15-Sep	Participation à la COP 27 réalisée
Organiser l'atelier de préparation à la COP 27	UGP	20-Oct	Atelier organisé
Transmission de la requête de financement du Plan d'appui à la préparation PMI	MEFP	30-Aug	Requête transmise et validée
Soumission des TdRs finalisés pour la traduction et l'édition de la CDN	UGP	30-Sep	Traduction non encore réalisée
B. Politiques, institutions, gouvernance et inclusion économique du secteur minier (MMG)			
B1. Politiques, institutions et accès aux ressources dans le secteur minier.			
B.1.2. Accès aux ressources			
Recrutement de l'assistance technique géosciences	UGP-MMG	31-Dec	AT geoscience en cours de recrutement
B.1.3. Renforcement des capacités des institutions publiques liées au secteur minier			
Développement d'un plan complet d'appui au ministères partenaires pour 2023	UGP	15-Oct	Activites identifiées pour 2023
Recrutement AT Q/Q	UGP	30-Sep	Contrat soumis a la signature du MMG
Acquisition matériel technique pour Q/Q et Labo	MMG	31-Oct	Materiel non encore acquis
Acquisition de matériel roulant et du mobilier de bureau pour le MMG	UGP	31-Oct	Acquisition en cours
B.2. Intégration économique du secteur minier et gouvernance			
B.2.1 Contenu local et facilitateurs de l'intégration économique			
Réunion sur la durabilité de la BSTP et sa valeur ajoutée auprès des sociétés minières	UGP-BM-SFI-Bourse	30-Nov	Réunion realisee
B2.2. Transparence et engagement des citoyens			

<i>Transmettre les TdRs et le chronogramme de l'étude d'évaluation des plans, programmes et action de développement communautaire des compagnies minières à l'AGEE et s'assurer (i) que ce processus soit intégré dans le diagnostic du système national de gestion E&S, (ii) que cette évaluation prennent en considération la contribution à la mise en œuvre des plans locaux de développement des communes, (iii) qu'une analyse de l'intégration des actions de développement communautaire et du respect des PGES dans ce domaine</i>	UGP	30-Aug	Non réalisé
Organisation d'un atelier de partage des lignes directrices du PGRNME en vue de leur positionnement pour accompagner le projet en 2023	UGP	30-Nov	Atelier tenu
Recrutement de l'administrateur indépendant pour la préparation du rapport ITIE 2021	ITIE-UGP	30-Sep	Administrateur recrute
Recrutement de l'administrateur indépendant pour l'élaboration des rapports ITIE 2022 & 2023	ITIE-UGP	30-Nov	Recrutement en cours
Publication du rapport ITIE 2021	ITIE-UGP	15-Dec	Publication non encore réalisée
Composante C. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles			
C1. Cadre institutionnel, appui logistique et gestion des NES			
C1.1 Cadre institutionnel et soutien logistique			
<i>La réalisation des acquisitions pour l'équipement des bureaux actuels du MEDD ainsi que l'attribution des bureaux aux services clés du MEDD pour la mise en œuvre du projet ;</i>	UGP	30-Sep	Réalisé
<i>Finalisation des négociations et la signature du marché avec le groupement retenu pour la prestation d'élaboration des plans des bâtiments du siège OGPR / AGEE et des dossiers d'appel d'offre au plus vite pour permettre d'engager les constructions dès début 2023.</i>	UPG	30-Sep	Contrat non signé
<i>La validation des orientations stratégiques et technique de la proposition de développement d'un système de suivi des forêts, des changements d'utilisation des sols et des émissions de GES associées</i>	CNSOE	30-Oct	Validation des orientations par le CNSOE
<i>La mise en place, dès la réception du matériel et des logiciels d'une base de données en ligne comprenant l'ensemble des données élaborées, collectées et compilées dans le cadre du projet PROBLUE</i>	CNSOE	30-Oct	Données disponibles mais logiciels à acquérir
<i>Transmission de l'accord légal pour l'utilisation du système MNV développé par la Banque mondiale</i>	MEDD-SG	30-Oct	Le message d'approbation n'a pas encore été transmis
<i>Transmission dans STEP des TdRs pour la mobilisation de l'expertise nécessaire pour l'élaboration de la stratégie de communication</i>	UGP	30-Sep	Transmis avec retard
C1.2. Renforcement des capacités en matière de NES et de gestion des risques de catastrophe.			
<i>S'appuyer sur le partenariat existant avec la Commission néerlandaise pour les évaluations environnementales (CNEE) pour les processus de revue indépendante des EIES stratégiques en cours de réalisation pour des projets miniers en périphérie des aires protégées appuyées par le projet notamment le Pic de Fon et le mont Nimba et pour le processus d'évaluation et de mise à jour de l'étude environnementale stratégique de la réforme du secteur minier</i>	AGEE	Continue	Mobilisation de la CNEE pour les PAR de Koukoutamba mais pas encore pour l'évaluation de l'ESES de la réforme du secteur minier
<i>Finalisation de l'évaluation du système de gestion E&S national avant le recrutement de l'assistance technique à l'AGEE</i>	UGP-AGEE	31-Oct	Finalisé avec retard
<i>Lancer l'AMI pour la mobilisation l'assistance technique long terme en appui à l'AGEE</i>	UGP	25-Sep	Lancée avec retard

Finaliser les TdRs pour le recrutement d'un cabinet pour le référentiel de compensation des impacts résiduels ;	AGEE / Cabinet	30-Sep	Non réalisé
Elaboration de termes de référence et d'un budget pour la vulgarisation arrêté relatif aux procédures d'évaluation environnementales (EIES, ESES et audit) ;	AGEE	2-Oct	TdRs élaborés mais activité non mise en oeuvre
La soumission d'une version finalisée du plan de suivi des PGES comprenant à la fois les projets dont le suivi sera financé par le PGRNME, ceux dont le suivi sera financé par les autres projets de la Banque mondiale et le fonctionnement de l'AGEE	UGP	30-Sep	Plan complet non transmis
La finalisation de la liste des acquisitions et l'identification précise des bénéficiaires de chacune permettant de renforcer le suivi E&S	UGP/AGEE	30-Sep	Finalisée avec retard
C1.3. Renforcement des capacités opérationnelles et coordination des activités			
Soumettre dans STEP les TdRs pour le recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un plan de formation du MEDD y compris des services de coordination et d'appui ;	UGP	30-Sep	Non soumis
Lancer l'AMI pour la mobilisation d'une expertise pour l'élaboration des manuels de procédures du Ministère, de l'AGEE et de l'OGPRF ;	UGP	30-Sep	Lancé avec retard
Soumission des TdRs pour la mobilisation d'un cabinet spécialisé en communication pour l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication du ministère	UGP	25-Sep	Soumis avec retard
Finalisation de la liste des acquisitions et l'identification précise des bénéficiaires pour la mise en œuvre des opérations de suivi et de coordination du secrétariat général et du BSD ;	UGP	15-Aug	Non soumis
Engager (i) pour l'AGEE, le recrutement du directeur administratif et financier et (ii) pour l'OGPRF, le recrutement d'un directeur administratif et financier, de onze comptables régisseurs des parcs et d'un chargé de la logistique.	UGP	1-Nov	Recrutements engagés à finaliser
C.2. Gestion des aires protégées dans des zones ciblées			
AMI pour la mobilisation d'une assistance technique long terme en appui à l'OGPRF	UGP	20-Sep	Lancé avec retard
Finalisation de l'EIES des AP suite à une revue préalable de l'UGP et de la BM	UGP	30-Sep	Non finalisé
Engager la formation des 120 Conservateurs de la nature sur la collecte de données de terrain (GPS/smart)	UGP-OGPNRF	15-Nov	Non engagée
Organisation de l'atelier de concertation sur la révision du réseau des AP (feuille de route y compris la participation à la COP 15 de la CBD) ;	UGP-OGPNRF	15-Sep	Réalisé avec retard
Engager les missions de délimitation du nouveau réseau des APs	UGP-OGPNRF	30-Sep	Réalisé avec retard
C2.2. Infrastructures, équipements et aménagements			
Finalisation des négociations et la signature du marché avec le groupement retenu pour la prestation d'élaboration des plans des bâtiments de terrain de l'OGPRF et des dossiers d'appel d'offre au plus vite pour permettre d'engager les constructions en 2023 ;	UGP	30-Sep	Non finalisé
Finalisation des listes des acquisitions et l'identification précise des bénéficiaires permettant de renforcer la gestion des aires protégées ciblées.	UGP-OGPNRF	15-Aug	Réalisé avec retard
C2.3. Gestion participative et adaptative des aires protégées			
Soumettre les Plans de Travail Budgétisés pour la gestion des APs cibles	OGPNRF	30-Oct	Réalisé avec retard
Engager les missions de supervision régulières des activités des APs par l'OGPNRF Central et d'engager celles-ci notamment pour le recensement des agents ;	UGP	30-Nov	Missions engagées mais pas suffisamment régulières

<i>Signature d'un Accord de Partenariat entre le MEDD et l'ANAFIC pour l'opérationnalisation du MGP dans les zones ciblées par les composantes MEDD du Projet, la facilitation de l'implication des communautés locales dans la mise en œuvre des programmes d'activités génératrices de revenus, leur contribution à la gestion participatives de AP et leur participation au système national de veille environnementale</i>	<i>MEDD/OGRN RF/AGEE/UG P</i>	<i>1-Nov</i>	<i>Protocole soumis en retard</i>
C.2.4. Possibilités alternatives de développement local et d'activités génératrices de revenus			
<i>Soumettre des premières versions des TdRs pour le recrutement d'ONG spécialisées pour accompagner le développement d'activités alternatives génératrices de revenus (AGR) en périphérie des aires protégées ciblées</i>	<i>OGPNRF</i>	<i>30-Sep</i>	<i>TdRs non soumis</i>
Composante D. Gestion de Projet			
<i>Assurer le recrutement du Comptable en chef de l'UGP</i>	<i>UGP</i>	<i>30-Sep</i>	<i>Réalisé avec retard</i>
<i>Assurer le recrutement de l'auditeur interne de l'UGP</i>	<i>UGP</i>	<i>30-Sep</i>	<i>Réalisé avec retard</i>
<i>Installation du logiciel comptable pour l'UGP</i>	<i>UGP</i>	<i>30-Sep</i>	<i>Réalisé avec retard</i>
<i>Assurer le recrutement de l'auditeur externe et la conduite de l'audit des comptes du PPA et de 2021</i>	<i>UGP</i>	<i>31-Oct</i>	<i>Non réalisé</i>
<i>Mobiliser les fonds de contrepartie notamment ceux du budget national 2022 et ceux Dégel des fonds de contreparties ceux issus du reliquat des fonds du PAGSEM bloqués suite au gel des comptes publics</i>	<i>UGP-MMG</i>	<i>30-Sep</i>	<i>Non réalisé</i>
<i>Soutien étroit de l'équipe de la BM au projet dans la conduite de la PM</i>	<i>BM</i>	<i>Continue</i>	<i>Réalisé sur demande</i>
<i>Organisation de réunions régulières, a minimas mensuels, de l'UGP avec les équipes techniques des ministères et l'équipe de la BM, pour le suivi de la mise en œuvre des activités</i>	<i>UGP-BM- MEDD-MMG</i>	<i>Continue</i>	<i>Réalisé mais pas mensuellement</i>
<i>Mise à jour régulière de toutes les informations dans STEP pour faciliter les missions de revue à posteriori de la BM</i>	<i>UGP</i>	<i>Continue</i>	<i>Non réalisé</i>
<i>Organisation d'un atelier de formation pour la rédaction des TdRs et la passation des marchés</i>	<i>UGP</i>	<i>30-Aug</i>	<i>Réalisé avec retard</i>
<i>Mise en place d'un mécanisme d'appui pour les TDR</i>	<i>UGP</i>	<i>30-Oct</i>	<i>Non réalisé</i>
<i>Nomination des points focaux E&S de l'UGP au sein de l'AGEE</i>	<i>AGEE</i>	<i>30-Sep</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Signature des codes de conduite par l'ensemble des travailleurs du projet</i>	<i>UGP</i>	<i>30-Sep</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Production d'un plan d'action pour l'opérationnalisation du MGP</i>	<i>UGP-AGEE</i>	<i>15-Oct</i>	<i>Non réalisé</i>
<i>Prise en considération des mesures E&S dans les marchés d'acquisition</i>	<i>UGP</i>	<i>Continue</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Respect des exigences du CGES pour l'ensemble des sous-projets et particulièrement les plus sensibles</i>	<i>UGP-AGEE</i>	<i>Continue</i>	<i>Réalisé</i>